

Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion

CESAG Banque Finance Comptabilité Contrôle et Audit CESAG (BF-CCA) Master Professionnel en Audit et Contrôle de Gestion (MPACG)

Promotion 7 2012-2014

Mémoire de fin de cycle THEME

ELABORATION DU MANUEL DE PROCEDURES DU CYCLE RECOUVREMENT DE CREANCES : CAS DE LA SOCIETE NATIONALE DES HABITATIONS A LOYER MODERE (SN HLM)

Présenté par :

Dirigé par :

TOURE Mohamed Lamine

M. Pierre Edoh GABIAM Professeur Associé au CESAG

Floresseul Associe au CESAC

OCTOBRE 2014

DEDICACES

Je dédie ce mémoire à :

- mon père, feu M. TOURE Sékou;
- ma mère, COULIBALY Youma épouse TOURE, pour tous ses sacrifices ;
- mon oncle, TRAORE Aboubakary et ma tante COULIBALY Djènèba, ces personnes qui ont pris le relai aux côtés de ma mère.



REMERCIEMENTS

J'exprime une immense gratitude et mes remerciements à l'endroit de :

- monsieur Pierre Edoh GABIAM, Professeur associé au CESAG, pour avoir accepté de nous encadrer pour la rédaction de ce mémoire et pour la disponibilité dont il a fait montre;
- monsieur Moussa YAZI, Chef de département Banque Finance Comptabilité Contrôle et Audit, pour la qualité de la formation proposée et l'opportunité offerte ;
- l'ensemble du corps professoral du programme Master Professionnel en Audit et Contrôle de Gestion (MPACG) pour la qualité de l'enseignement;
- madame Alima DIOP, Directrice de l'Audit Interne de la Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré (SN HLM);
- la septième promotion du programme de MPACG, pour l'ambiance qui a prévalu durant ces deux (2) années de formation ;
- tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à la réalisation de ce travail.

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AUPC: Acte Uniforme des Procédures Collectives

BFCCA: Banque Finance Comptabilité Contrôle et Audit

CDCAC: Chef de Division Comptabilité Auxiliaire Clients

CDCG: Chef de Division Comptabilité Générale

CESAG: Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion

CG: Contrôleur de Gestion

DC: Directeur Commercial

DFC: Directeur Financier et Comptable

DG: Directeur Général

DT: Directeur Technique

DAJD: Directeur des Affaires Juridiques et Domaniales

MPACG : Master Professionnel en Audit et Contrôle de Gestion

OHADA: Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires

PERT: Program Evaluation Review Technic

PV: Procès-Verbal

SG: Secrétaire Général

SN HLM: Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré

SYSCOA: Système Comptable Ouest Africain

· OCA

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

> Liste des tableaux

Tableau 1 : Synthèse d'auteurs sur l'élaboration du manuel de procédures.	24
Tableau 2 : Identification des risques	52
Tableau 3 : Mesures de contrôle des risques	53
Tableau 4 : Analyse de la matrice des risques	56
> Liste des figures	
Figure 1 : Obligation dans l'opération de créance	9
Figure 2 : Symboles courants	23
Figure 3 : Modèle d'analyse	32
Figure 4 : Matrice des risques à forte criticité	55
Figure 5 : Structure du manuel de procédures	58

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Fiche de poste du chef des affaires juridiques et du recouvrement	. 86
Annexe 2 : Guide d'entretien	. 87
Annexe 3 : Organigramme de la SN HLM	88
Annexe 4 : Situation financière	89
Annexe 5 : Lettre de relance	. 90
Annexe 6 : Quittance de versement	. 91
Annexe 7 : Diagnostic de la division du recouvrement	. 92

Table des matières

Dédicacei
Remerciementsii
Liste des sigles et des abréviationsiii
Liste des tableaux et des figures
Liste des annexesv
Table des matièresvi
INTRODUCTION GENERALE
PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE
Chapitre 1 : LE RECOUVREMENT DE CREANCES
1.1 Définition et objectifs9
1.1.1 Définition de la créance
1.1.2 Objectifs et organisation du recouvrement
1.1.2.1 Objectifs du recouvrement
1.1.2.2 Méthodes de recouvrement de créances
1.2 Types de créances 11
1.2.1 Créances super privilégiées
1.2.2 Créances privilégiées
1.2.3 Créances chirographaires
1.3 Types de recouvrements. 13 1.3.1 Pré-relance. 12
1.3.1 Pré-relance
1.3.2 Le recouvrement amiable
1.3.2.1 La relance téléphonique
1.3.2.2 La relance écrite
1.3.3 Le recouvrement contentieux
1.3.3.1 Obtenir un titre exécutoire
1.3.3.2 L'exécution du titre exécutoire
Chapitre 2 : ELABORATION DU MANUEL DE PROCEDURES 18
2.1 Notions sur le manuel de procédures
2.1.1 Définitions
2.1.1.1 Définition de procédures
2.1.1.2 Définition de manuel de procédures

2.1.2 Objectifs du manuel de procédures
2.1.2.1 Objectifs pour le personnel
2.1.2.2 Objectifs pour l'entreprise
2.2 Architecture et formalisation du manuel de procédures
2.2.1 Architecture du manuel de procédures
2.2.2 Formalisation du manuel de procédures
2.3 Processus d'élaboration du manuel de procédures
2.3.1 Phase de préparation
2.3.1.1 Travaux préliminaires
2.3.1.2 Inventaire des procédures existantes
2.3.2 Phase de réalisation
2.3.2.1 L'évaluation des procédures existantes
2.3.2.2 L'élaboration de la cartographie des risques
2.3.2.3 Conception du manuel de procédures
2.3.3 Finalisation
2.3.3.1 La rédaction
2.3.3.2 La validation
2.3.3.3 La diffusion
2.3.3.4 Mise à jour du manuel de procédures
Chapitre 3 : METHODOLOGIE DE L'ETUDE
3.1 Modèle d'analyse
3.2 Planification et supervision des travaux 33 3.3 Outils de collecte de données 33
3.3 Outils de collecte de données
3.3.1 Outils d'interrogation
3.3.2 Outils de description
3.4 Outils d'analyse de données
DEUXIEME PARTIE : CADRE PRATIQUE DE L'ETUDE
Chapitre 4 : PRESENTATION DE LA SN HLM
4.1 Historique et chiffres caractéristiques
4.1.1 Historique
4.1.2 Chiffres caractéristiques

4.2 Missions et objectifs de la SN HLM	43
4.2.1 Missions	43
4.2.2 Objectifs	43
4.3 Organisation de la SN HLM	44
4.3.1 Fonctionnement des départements et services	44
4.3.2 Organigramme	47
Chapitre 5 : DESCRIPTION DU PROCESSUS DE RECOUVREMENT	49
5.1 Description des procédures existantes	49
5.1.1 Recouvrement amiable	49
5.1.2 Recouvrement contentieux	50
5.2 Identification des risques	
5.3 Evaluation des risques	52
5.4 Elaboration de la cartographie	54
5.4.1 Présentation de la matrice des risques	54
5.4.2 Analyse de la matrice des risques	55
Chapitre 6 : ELABORATION DU MANUEL DE PROCEDURES DE	
RECOUVREMENT DE CREANCES	
6.1 Structure du manuel de procédures	57
6.2 Présentation du manuel de procédures	59
6.3 Recommandations	80
CONCLUSION GENERALE	84
ANNEXE	85
BIBLIOGRAPHIE	93

INTRODUCTION GENERALE

3)/MOC/M

CHICACO

Sous l'influence de la poussée démographique et de l'exode rural, les entreprises doivent de plus en plus faire face à une demande sans cesse croissante dans certains secteurs d'activités. Cette situation a des conséquences graves sur la vie des entreprises africaines en général, et celle du secteur de l'habitat et du bâtiment en particulier. Cependant, le problème du logement demeure entier en Afrique, tout comme dans le reste des pays en voie de développement où les villes sont en extension perpétuelle. A cela, s'ajoute l'environnement économique et financier international caractérisé par la mondialisation et la concurrence impitoyable entre les entreprises.

Afin de survivre à cet hostile environnement économique et financier, il est devenu impératif aux entreprises de développer des stratégies de gestion basées sur la planification et le retour d'expérience. Tout ceci dans le but de faire des prévisions efficaces pour être compétitives et productives. Pour atteindre cet objectif, il n'est plus rare de voir aujourd'hui, des entreprises se doter de département ou services de recouvrement. Certaines entreprises vont même plus loin en consacrant toute une direction au recouvrement et aux contentieux qui en découlent très souvent.

Une bonne gestion d'entreprise nécessite la mise en œuvre par les dirigeants de techniques et outils adaptés et efficaces afin d'atteindre les objectifs fixés. La combinaison des moyens humains, techniques, matériels et financiers ne saurait donner les résultats attendus que si :

- des choix d'orientations de gestion judicieux sont effectués ;
- l'environnement maitrisé.

Une entreprise a vocation à être pérenne, et cette pérennité est tributaire de plusieurs facteurs notamment l'homme, l'argent et l'environnement. La combinaison de ces facteurs en proportions variables aboutit à la production de biens ou services, selon que l'entreprise s'est fixé tel ou tel objet social.

Ces biens et/ou services ne sont pas d'habitude gratuits. Ils sont estimés ou facturés aux consommateurs qui peuvent les acquérir soit au comptant, soit à crédit selon les conventions. L'économie reposant sur le crédit, ces biens acquis à crédit, les consommateurs constituent directement les débiteurs de l'entreprise. Néanmoins, face à des résultats comptables faibles ou en deçà des objectifs fixés, le recouvrement et éventuellement les contentieux deviennent

une exigence à maîtriser pour les entreprises. Ainsi, ces créances feront l'objet de recouvrement à l'échéance.

La Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré (SN HLM), créée en vue de faire face aux problèmes de logements des populations sénégalaises par la construction d'habitations à la portée de toutes les bourses n'a pas échappé à cette règle. C'est donc dans cette vision qu'elle a en son sein, une direction des affaires juridiques et domaniales qui s'occupe du recouvrement des créances et de la gestion des contentieux liés au non-paiement des créances.

Le recouvrement de créances est une problématique que maintes entreprises rencontrent dans leur quotidien. Elles sont souvent confrontées à des débiteurs de mauvaise foi qui ne sont pas disposés à payer la créance ou qui éprouvent des difficultés financières à le faire, résultant d'une livraison de biens qui leur a été faite ou d'une prestation de services dont ils ont bénéficié. Face à de tels débiteurs, la question qui se pose est celle de savoir comment récupérer ces impayés ?

Les impayés constituent l'une des premières causes de vulnérabilité des entreprises. Vulnérabilité car il y va de la liquidité de l'entreprise et c'est la trésorerie, élément important du dispositif de l'entreprise qui est impacté. Le risque client ne pouvant être évité, l'enjeu est dès lors de définir des politiques de recouvrement efficientes qui permettront de recouvrer ses créances et d'éviter à l'avenir qu'elles n'atteignent des niveaux assez élevés.

Créée pour financer les logements sociaux et économiques en milieu urbain, cette structure connait des difficultés de gestion accentuées par un lourd portefeuille de créances impayées et irrécouvrables. De plus, depuis plus d'une décennie, la SN HLM n'a réalisé aucune promotion immobilière.

Cette situation pourrait s'expliquer par des causes d'ordre externe et interne à l'entreprise :

Au plan externe:

- la concurrence des entreprises privées ;
- l'insolvabilité des clients ;
- l'insuffisance de terres mises à disposition par l'Etat du Sénégal.

Au plan interne:

- un effectif pléthorique;
- l'inefficacité de la politique de recouvrement des créances ;
- l'absence de procédures formalisées.

Il en résulte donc :

- l'impossibilité de réaliser les projets de construction de logements sociaux à travers le pays ;
- la difficulté de respecter diverses échéances envers les tiers (banques, salaires, fournisseurs, etc.);
- le risque de trésorerie à long terme car les redevances sont limitées dans le temps.

Ainsi, dans une perspective d'amélioration continue afin de faire face aux différents problèmes rencontrés, la direction de la SN HLM a initié des rencontres avec les responsables de service et de direction dans le but de formaliser dans un manuel, les procédures de toutes les directions de l'entreprise. Cette décision a permis d'accroître un tant soit peu le sentiment d'appartenance à l'entreprise des employés, de par l'implication des acteurs qui au quotidien réalisent ces tâches qui étaient jusque-là non formalisées.

La solution qui s'énonce naturellement face aux différents problèmes rencontrés, afin de permettre à la SN HLM de réduire le montant de ses créances et de rentabiliser ses activités en mettant davantage d'accent sur le recouvrement est : la formalisation d'une politique efficace de recouvrement des créances. Cette solution paraît la plus indiquée dans le contexte de la SN HLM, en raison de son application interne et de son impact sur la trésorerie de l'entreprise.

Le cumul des créances non recouvrées et irrécouvrables justifie ce choix, d'autant plus qu'il n'existe pas de précédent en la matière au niveau du service recouvrement.

Ce manuel servira également aux entités de supervision au sein de l'entreprise, dans la formulation de leurs rapports de gestion ou autres documents. Mais malgré l'implication de tous les acteurs, des difficultés peuvent être à craindre car le principal frein dans la conduite du changement est sans doute l'acteur lui-même.

Aussi important que les autres services de l'entreprise, la direction en charge du recouvrement est pour elle une garantie de mobilisation de ses créances et donc de performance. En effet, une organisation qui n'a pas conscience des problèmes que pourraient causer des créances clients élevées sur sa trésorerie est amenée à disparaitre. Ce service à travers l'aide à la formalisation des procédures et de leur application stricte, vise à réduire le montant des créances clients, concourir à l'amélioration de la trésorerie et par conséquent du résultat de l'entreprise.

Au terme de cette analyse préliminaire du contexte, des enjeux de la SN HLM et la solution retenue, la question principale qui vient à l'esprit est la suivante : comment concevoir un manuel de procédures qui réponde au mieux aux exigences des services concernés par le processus de recouvrement de créances ?

La nécessité d'apporter une réponse adéquate à cette interrogation nous emmène à nous poser les questions spécifiques suivantes :

- qu'est-ce qu'un manuel de procédures ?
- quelles sont les étapes d'élaboration d'un manuel ?
- quelles sont les étapes du processus de recouvrement des créances à la SN HLM?
- ce processus contribue-t-il à l'amélioration des performances de l'entreprise ?

Pour répondre à ces questions posées, notre choix s'est porté sur le thème suivant : l'élaboration d'un manuel de procédures du cycle recouvrement de créances : cas de la Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré (SN HLM).

Notre objectif principal vise à formaliser des procédures qui existaient déjà au niveau du service recouvrement, afin de garantir une meilleure mobilisation des créances clients.

De manière spécifique, notre étude vise à :

- analyser le portefeuille des clients ;
- étudier la structure organisationnelle du service recouvrement
- identifier les moyens de recours lors de la procédure de contentieux.

Notre étude s'est centrée sur les informations obtenues au siège de la SN HLM, siège qui abrite la direction des affaires juridiques et domaniales (DAJD) au sein de laquelle se trouve le service recouvrement de créances.

Le thème que nous avons choisi présente un double intérêt :

- pour la SN HLM, l'étude permettra d'améliorer les procédures existantes dans le cadre du recouvrement, par la mise en place d'une politique efficiente de recouvrement des créances en raison de son impact sur la trésorerie.
- pour nous-même, elle nous donnera l'occasion de tester la pertinence des outils de gestion et leur efficacité. Plus particulièrement dans la formalisation des procédures de recouvrement, d'une entreprise nationale au Sénégal telle que la SN HLM et une première expérience dans la pratique de l'audit interne.

Notre étude sera scindée en deux grandes parties :

- la première partie sera consacrée au cadre théorique de l'étude qui nous servira à appréhender au mieux la notion de manuel de procédures, des étapes de sa conception et du cycle recouvrement de créances, ainsi que le modèle d'analyse et de collecte des données;
- la deuxième partie traitera du cas de la SN HLM, la société qui nous accueille. Nous allons d'une part faire connaissance avec l'entité. Ensuite au moyen d'outils de collecte de données, nous ferons un état des lieux des procédures existantes et enfin l'élaboration du manuel de procédures proprement dit, qui est l'objet de notre étude

PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE

Dans un environnement économique en perpétuelle évolution, l'entreprise ne doit pas ignorer l'importance et la fiabilité de l'information financière qui doit l'aider dans sa prise de décisions.

L'objectif primordial de toute entreprise est de générer du profit. Cet objectif ne peut être atteint si le règlement sur les opérations de vente de ses produits ou de fourniture de prestations n'est pas effectué, ou lorsque le recouvrement des créances n'est pas effectif.

Le recouvrement a toujours constitué un problème au niveau des organisations. Les acteurs depuis bien longtemps, ont toujours cherché des solutions pour se faire payer soit par le client débiteur soit par une tierce personne.

Certains dirigeants n'accordaient pas beaucoup d'importance à la mise en place de service dédié au recouvrement des créances, faut bien dire qu'ils ne faisaient pas dans la prévention. Ils ne posaient des actes concrets dans ce sens, que lorsque des problèmes de trésorerie venaient à se faire sentir, impactant ainsi l'activité de l'entreprise avec des problèmes pour honorer des engagements avec les tiers (salaires, banques, Etat...)

Aujourd'hui, la rédaction des procédures par les organisations s'est largement développé conformément aux exigences règlementaires (article 16 de l'organisation comptable de l'OHADA) et le recouvrement commence à revêtir un aspect commercial et joue un rôle stratégique dans l'évolution et la survie des entreprises modernes. Pour ne pas perdre le client, il faut trouver des compromis avec son débiteur.

Dès lors, la formalisation des procédures et des méthodes de travail a pris un essor considérable avec des conséquences positives, diverses telles que l'amélioration de la maîtrise des activités formalisées et celle de la communication de l'entreprise.

L'objectif de cette première partie est d'exposer le cadre théorique du cycle de recouvrement de créances à travers trois chapitres :

- le premier chapitre sera consacré au rappel de quelques notions sur le recouvrement de créances ;
- le deuxième chapitre mettra en exergue les éléments théoriques relatifs au manuel de procédures et à son élaboration ;
- le troisième chapitre présentera la méthodologie d'analyse et de collecte des données.

CHAPITRE 1: LE RECOUVREMENT DE CREANCES

Ce chapitre nous permettra d'aborder des notions qui tournent autour du recouvrement de créances. Comme par exemple des définitions, les objectifs ou encore les différents types de créances et de recouvrement existants.

Le cycle recouvrement de créances occupe une grande place dans l'entreprise, car il concourt à assurer sa pérennité. Partant de ce fait, il convient donc de maîtriser tous les concepts de ce thème pour ainsi assurer l'efficacité des procédures qui seront mises en place.

1.1 Définition et objectifs

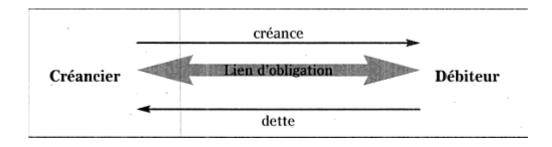
Dans cette partie, nous définirons les créances, les objectifs ainsi que l'organisation du processus de recouvrement.

1.1.1. Définition de la créance

D'après PUTZ (2003 : 19), « par créance, il faut entendre le droit juridique dont dispose une personne et qui lui permet d'exiger quelque chose de la part d'une autre personne ». Or la créance est plus qu'un simple droit juridique de demander quelque chose : elle est également une valeur en elle-même. Elle fait partie du patrimoine, et de l'actif de la personne qui la détient. En tant que telle, elle est en principe « dans le commerce », c'est-à-dire qu'elle peut circuler comme n'importe quel autre bien commercial.

Toute créance fait nécessairement intervenir au moins une seconde personne. Cette personne est dénommée débiteur. Entre le créancier et le débiteur, il existe un lien spécial, un lien d'obligation.

Figure 1 : Obligations dans l'opération de créance



Source : PUTZ (2003 : 20)

Il bénéficie aussi de protections conventionnelles et légales pour parvenir au recouvrement de sa créance. La loi étant la même pour tous, le débiteur aussi dispose de protections comme dans le cas de surendettement.

Aujourd'hui, il existe de nombreuses sociétés privées qui se sont spécialisées dans le processus de recouvrement car elles ont compris bien assez tôt, la nécessité pour les entreprises de recouvrer des créances clients qui atteignent parfois des sommes faramineuses.

1.1.2. Objectifs et organisation du recouvrement

Nous verrons ici, quels sont les objectifs assignés au service recouvrement et l'organisation qui régit ce processus.

1.1.2.1. Objectifs du recouvrement

Les principales tâches du service de recouvrement sont :

- identifier les litiges commerciaux : il doit repérer dans son fichier-client les entreprises ou les personnes qui ont des retards de paiements. Ce qui lui servira de base de travail;
- assurer le recouvrement des créances : le chargé de recouvrement effectue des rappels de paiements aux clients en retard. Que ce soit par écrit ou par appel, il tente de comprendre les raisons du retard du client et d'obtenir un paiement rapide ;
- négocier le paiement : en cas de fortes difficultés (exemple du cas de dépôt de bilan),
 il essaie de trouver un arrangement adapté à la situation et aux possibilités de l'interlocuteur;
- préserver la relation client : lorsqu'il recouvre un paiement en retard, il doit ménager la susceptibilité du client. Il ne doit pas oublier qu'il représente la société. Dans ce cadre, il ne doit pas détériorer la qualité des relations commerciales qui unit son entreprise à son client.

(Annexe 1 : Fiche de poste du chef des affaires juridiques et du recouvrement, P86)

Mohamed Lamine TOURE

1.1.2.2. Méthodes de recouvrement de créances

Selon LABADIE (2001 : 107), « il est vivement conseillé d'intervenir très en amont de l'échéance (dès la commande) afin de prévenir tout problème qui pourrait nuire à un paiement à bonne date ». Il existe plusieurs méthodes pour une entreprise de recouvrer une créance :

• La gestion interne

L'entreprise gère elle-même le recouvrement de ses impayés, par exemple dans un service contentieux ; elle peut aussi intenter une action en justice, par l'intermédiaire d'un huissier de justice. En cas de non-paiement, la société peut décider d'abandonner la créance.

• L'externalisation

Elle a dans ce cas recours à une société spécialisée dans le recouvrement, alors mandatée, qui s'occupe simplement de poursuivre la démarche initiale de recouvrement, et éventuellement des démarches judiciaires. Le *mandant* est donc la société titulaire de la créance, et celle chargée de la recouvrer est appelée *mandataire*.

• Le rachat de créances

C'est une forme d'externalisation, mais qui quant à elle, garantie le recouvrement de nos fonds moyennant des frais. La société fait appel une autre société à qui elle vend sa créance, moyennant un rabais : une sorte d'opération d'escompte d'effet de commerce. Elle perd dès lors tout droit sur cette créance. Ces sociétés acheteuses de créances sont dites d'affacturage. Technique très développée dans les pays anglo-saxons dans le cadre de recouvrement international.

1.2 Les types de créances

De la définition de la créance, il ressort l'existence d'un grand nombre de créances différentes. D'après PUTZ (2003 : 20), la principale distinction se fait en fonction de l'objet de la créance : qu'est-ce qui est dû par le débiteur ? Une créance ne vise pas forcément de l'argent. Il existe également d'autres types de créances :

 obligation de faire : le débiteur peut s'engager à faire une prestation. Tel est par exemple le cas lorsqu'une entreprise de construction s'engage à construire une maison ou à repeindre un appartement ;

- obligation de ne pas faire: le débiteur s'engage à s'abstenir de certains actes. Tel est par exemple le cas lorsqu'un salarié s'engage à ne pas faire concurrence à son employeur, ou lorsqu'un professionnel s'engage à ne pas divulguer un secret de production;
- obligation de transférer la propriété (de donner) : l'obligation peut avoir pour objet une chose ou un bien déterminé. Le débiteur s'engage à en transférer la propriété pour les biens corporels ou à les céder pour les biens incorporels (brevets).

Quand on parle de paiement au sens du langage commun, on parle d'une somme d'argent. Au sens juridique le paiement est une notion plus large : il peut s'agir d'une somme d'argent, mais également de tout autre objet.

Le présent mémoire se limitera au paiement de créances de sommes d'argent, c'est à dire au cas dans lesquels le débiteur doit un certain montant au créancier. C'est pour ce type de créances que l'on parle de recouvrement.

Nous notons trois types de créances à savoir : les créances super privilégiées, les créances privilégiées et enfin les créances chirographaires.

1.2.1 Les créances super privilégiées

Il s'agit notamment de certaines créances qui sont échues avant la date d'ouverture du jugement pour redressement ou liquidation judiciaire. Ce sont généralement les créances résultant du contrat de travail et du contrat d'apprentissage, qui sont garanties par deux privilèges en cas de redressement judiciaire ou de liquidation des biens.

Ces créances bénéficient de la subrogation légale dans les droits des salariés. Mais il ne suffit pas de donner aux salariés un droit de préférence, il faut aussi leur assurer un paiement rapide; c'est la raison pour laquelle l'Acte Uniforme prévoit que les sommes qui correspondent à ce super privilège doivent être payées dans les 10 jours ou dès les premières rentrées de fonds en cas d'absence de fonds.

1.2.2 Les créances privilégiées

Elles ont comme garantie, un privilège sur les biens mobiliers et immobiliers de la personne physique ou morale, qui fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Les détenteurs de ces types de créances bénéficient d'un privilège sur les derniers créanciers, c'est à dire ceux qui n'ont pas de garantie comme des nantissements, des gages, des hypothèques, etc. A noter également que les privilèges peuvent porter sur un seul bien du débiteur ou sur un ensemble de biens de ce même débiteur, en paiement du montant de la créance selon qu'elle soit élevée ou pas.

1.2.3 Les créances chirographaires

Dans la hiérarchie des créances, le détenteur d'une telle créance apparaît tout en bas de l'échelle. C'est un créancier qui ne dispose d'aucune garantie particulière (nantissement, privilège, hypothèque, etc.) qui puisse lui permettre d'être payé avant les autres, sur le prix de cession des biens saisis.

Sur la cession des biens du débiteur, la part des créanciers chirographaires est calculée « au marc le franc », c'est-à-dire une répartition au prorata de leur créance entre les différents créanciers chirographaires.

1.3 Les types de recouvrements

Selon LABADIE & ROUSSEAU (2001 : 107), lorsque le règlement ne se fait pas au comptant, et c'est bien souvent le cas il faut procéder au recouvrement de la créance. Mais cette phase n'implique pas uniquement le service recouvrement et son équipe. Elle doit se faire en coordination, avec toutes les directions qui interviennent dans le processus de recouvrement : la direction commerciale, la direction financière, la direction juridique afin de tenir au client un discours unique.

Aussi, devra-t-elle faire l'objet d'une procédure clairement établie et rigoureusement appliquée, dont les étapes dépendront de l'échéance de la créance :

- pré-relance : avant échéance ;
- recouvrement amiable : échéance + x jours ;
- recouvrement contentieux : suite à une relance amiable restée infructueuse.

Pour avoir une chance de recouvrer la créance, il faut agir vite. En effet, tarder dans le déclenchement de la procédure de recouvrement, c'est accepter de courir le risque de voir la solvabilité du client se détériorer, et même parfois lui laisser le temps d'organiser son insolvabilité.

1.3.1 La pré-relance

Toutes les entreprises ont intérêt à ce que les sommes qui leur sont dues soient créditées sur leur compte le plus rapidement possible. Il est donc important d'inciter ses clients à s'acquitter de leurs dettes à l'échéance.

L'expérience a montré que plus tôt le client est relancé après la facturation, mieux les démarches auprès de celui-ci s'avèrent fructueuses. Aussi, il est vivement conseillé d'intervenir très en amont de l'échéance afin de prévenir tout problème qui pourrait nuire au paiement à bonne date.

Toutefois, la pré-relance doit rester commercialement habile et ne doit pas laisser entendre au client, qu'on n'a pas confiance en sa capacité de payer à l'échéance. Sous couvert de s'assurer que la livraison qui lui a été faite correspond à ses attentes, le responsable du recouvrement pourra téléphoner ou écrire au client, et en profiter pour lui rappeler les modalités de règlement de sa dette. Cependant, un tel choix exige de gros moyens dès que le nombre de clients atteint une certaine taille.

La pré-relance est possible dans tous les cas. Même lorsque l'entreprise ne se trouve pas en position de force vis-à-vis de ses clients, elle peut stimuler sensiblement le retour des effets.

1.3.2 Le recouvrement amiable

A l'échéance, si le client n'a pas honoré sa dette, le responsable du service recouvrement doit le rappeler à l'ordre. Rappelons que dans toute vente, les deux parties sont tenues juridiquement de respecter leurs obligations. Le vendeur se doit de livrer la marchandise ou d'effectuer une prestation conformément aux exigences de l'acheteur. En contrepartie, ce dernier est tenu de payer la prestation ou la marchandise du vendeur.

Le responsable du service recouvrement dispose de deux moyens principaux pour mettre en œuvre une politique de recouvrement amiable : la relance téléphonique et la relance écrite, l'une et l'autre étant complémentaires. Il est aussi possible qu'une visite soit rendue au client soit par le responsable du service, soit par le commercial, soit par tous les deux.

1.3.2.1. La relance téléphonique

La relance téléphonique, quand elle est bien pratiquée, est certainement la plus efficace mais son coût est nettement supérieur à celui de la relance écrite. Parce qu'elle prend plus de temps, elle doit être parfaitement organisée. Ainsi, lors de la communication, le chargé de recouvrement doit savoir à qui s'adresser chez le client, avoir en mémoire l'historique de la relation commerciale, et avoir sous la main toutes les informations nécessaires pour répondre en temps réel au client.

1.3.2.2. La relance écrite

La relance écrite est sans aucun doute la plus simple des méthodes, et reste la plus pratiquée par les entreprises. Son efficacité est parfois contestée, pourtant elle demeure la solution la plus économique. Attention au caractère trop fréquemment standardisé des lettres de relance écrite, qui peuvent souvent laisser le client indifférent à ce type de relance. Priorité donc à des lettres de relance personnalisées.

1.3.3 Le recouvrement contentieux

Quand le recouvrement amiable n'a rien donné, il est nécessaire de passer aux choses sérieuses, pour sauvegarder l'investissement de l'entreprise dans le poste clients : la phase contentieuse. Plusieurs solutions s'offrent au créancier pour y parvenir. Nous les présenterons dans cette partie. Selon LABADIE & ROUSSEAU (2001 : 119) « L'objectif de la procédure de recouvrement contentieux est d'obtenir un titre exécutoire et de procéder à son exécution. »

1.3.3.1. Obtenir un titre exécutoire

L'Acte Uniforme organise deux procédures de recouvrement de créances à savoir : l'injonction de payer et l'injonction de délivrer ou de restituer un bien.

• L'injonction de payer

Article 1^{er} de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution stipule qu'il s'agit des cas de créance certaine, liquide et exigible.

Son article 2 stipule que la procédure peut être introduite lorsque :

- la créance a une cause contractuelle ;

- l'engagement résulte de l'émission ou de l'acceptation de tout effet de commerce, ou d'un chèque dont la provision s'est révélée inexistante ou insuffisante.

L'article 5 traite de la décision rendue par le président de la juridiction compétente. Si au vu des documents produits, la demande lui paraît fondée en tout ou partie, il rend une décision portant injonction de payer une somme qu'il aura fixé.

S'il rejette en tout ou partie la requête, sa décision est sans recours pour le créancier sauf à celui-ci de procéder selon les voies de recours de droit commun.

L'injonction de délivrer ou de restituer

« Celui qui se prétend créancier d'une autorisation de délivrance ou de restitution d'un bien meuble corporel déterminé, doit saisir par voie de requête déposée au greffe de la juridiction compétente du domicile ou du lieu où demeure effectivement le débiteur de l'obligation de délivrance ou de restitution. » Article 19 et 20 de l'acte uniforme.

1.3.3.2. L'exécution du titre exécutoire

Deux cas peuvent se présenter : soit on a pris des garanties et on cherche à les réaliser ; soit on n'a pas pris de garantie et on demande à un huissier de procéder à l'exécution forcée de ce titre.

• La réalisation de mesures conservatoires

Pour réaliser des garanties qui ont été prises antérieurement, il faut demander à un huissier de délivrer une dernière fois au débiteur un « commandement de payer » une certaine somme avant une certaine date. C'est une disposition par laquelle un créancier, dans l'attente d'une décision de justice définitive, fait placer un bien du débiteur sous-main de justice (le débiteur ne peut plus disposer de ce bien) et cela afin d'assurer l'efficacité des mesures d'exécution qui seront prises, une fois que la date communiquée au débiteur par l'huissier soit passée.

Il sera procédé dès lors à la saisie et à la réalisation pure et simple des biens.

• L'exécution forcée

Pour pouvoir réaliser une exécution forcée, il faut que le débiteur ait un patrimoine susceptible d'exécution. De plus, cette procédure nécessite une multitude d'actes dont le coût est élevé. De fait, son efficacité s'en trouve affecté et réduite.

Conclusion du Chapitre 1

La facture est un document qui peut être physique ou virtuel. Quel que soit sa forme, elle matérialise la créance du client. Celle-ci doit être certaine, liquide et exigible pour faire l'objet d'une procédure d'injonction de payer. Elle constitue un élément déterminant pour la maitrise des indicateurs financiers d'où l'intérêt pour les responsables du service de recouvrement d'avoir une bonne maîtrise du cycle de recouvrement de créances.



CHAPITRE 2 : ELABORATION DU MANUEL DE PROCEDURES

Les opérations qui s'effectuent dans le cadre d'une activité donnée, sont multiples et peuvent se décomposer en un nombre fini de processus liés entre eux. Chacun des processus correspond à une activité de production ou de gestion déterminée : l'ensemble des procédures écrites formant le manuel de procédures. Face à la complexité de ces opérations et à l'augmentation des risques encourus par l'entreprise, l'élaboration d'un manuel de procédures est devenue une préoccupation essentielle pour celle-ci. « La formalisation écrite des procédures apparaît comme un des axes principaux des démarches qualité », d'autant plus qu'elle constitue pour l'entreprise un recueil alliant à la fois son organisation et son expérience basée sur le vécu de ses acteurs.

Nous ne pourrions donc parler dans ce chapitre d'élaboration de manuel de procédures, sans au préalable définir des notions sur le manuel, ses objectifs, son intérêt, son formalisme, ses supports de présentation et sa démarche d'élaboration.

2.1 Notions sur le manuel de procédures

Il existe des procédures dans toutes les entreprises et la nécessité de les formaliser n'est plus à démontrer. Nous donnerons les définitions de procédures, de manuel de procédures ainsi que les objectifs du manuel de procédures.

2.1.1. Définition

La définition du manuel de procédures fait d'abord référence à la notion de procédures et ensuite à celle de manuel. Nous allons donc définir les procédures, ensuite viendra le manuel de procédures et enfin nous parlerons de ses objectifs.

2.1.1.1. Définition de procédures

La procédure est selon le Petit Larousse la manière de procéder : méthode, marche à suivre pour obtenir un résultat. Selon HENRY & al (2001 : 14) « une procédure est un enchaînement de tâches élémentaires, standardisées ; déclenchées en amont par l'expression d'un besoin quelconque ; limitées en aval par l'obtention du résultat attendu. Chaque procédure se présente comme une suite d'opérations effectuées dans une même séquence de temps, par un nombre limité d'acteurs appartenant à un même sous ensemble. ».

De ces deux définitions, nous retiendrons que la procédure est un ensemble de règles, de tâches élémentaires et standardisées qui sont déclenchées en amont par l'expression d'un besoin quelconque dans le but de réaliser une activité.

2.1.1.2. Définition de manuel de procédures

Selon HERRARD (2003 : 207), le manuel de procédures est un référentiel décrivant l'organisation dans son fonctionnement ainsi que les échanges d'information à l'intérieur de l'entreprise. Le manuel de procédures est un instrument de gestion, qui fait partie des méthodes universelles de gestion. Il définit les méthodes qui doivent être appliquées par tous les agents, et constitue un recueil de bonnes pratiques applicables dans l'entreprise.

Selon MIKAEL (2009 : 132), « le manuel de procédures peut être défini comme étant un référentiel approuvé par la direction générale, qui décrit de manière précise et détaillée les circuits de flux de documents et d'informations, les procédures d'autorisation et d'approbation, les différents niveaux de responsabilité et de délégation et enfin les dispositifs de sécurité à respecter »

Chaque agent doit se sentir concerné par la rédaction du manuel de procédures qui a un objectif bien précis : celui de guide opératoire. L'un des objectifs du manuel est d'expliquer dans un langage directement accessible : Qui fait quoi ? Où ? Quand ? Comment et à quelle fin ? Il indique donc à cet effet le circuit de traitement des opérations courantes en spécifiant :

10/A

- les niveaux de responsabilité (qui) ;
- les tâches à effectuer (quoi);
- les lieux de réalisation (où) ;
- les modalités d'exécution (comment).

On peut donc le qualifier de support qui renferme les consignes d'exécution des tâches à effectuer, servant de guide aux acteurs évoluant à un niveau opérationnel.

De ce point de vue :

- il constitue un aide-mémoire, un recueil vers lequel il faille se tourner en cas d'oubli ou d'erreur dans l'exécution des tâches ;
- il participe à la formation du personnel et permet au collaborateur de se documenter de par lui-même, ce qui lui permet de ne pas tout le temps recourir à son supérieur. Ainsi,

il sert de moyen de délégation de pouvoir par l'implication de tous les acteurs dans le processus ;

• il représente pour l'auditeur et les corps de contrôle, des moyens d'investigation sur lesquels ils peuvent s'appuyer à partir d'une base objective.

2.1.2. Objectifs du manuel de procédures

Selon HENRY & al (2001 : 16) « les manuels de procédures et les fonctions d'audit interne visent à rationaliser les processus ». Les objectifs visés par les entreprises dans la rédaction de manuel de procédures sont variés. Nous les avons classés en deux catégories : pour le personnel et pour l'entreprise.

2.1.2.1. Objectifs pour le personnel

Il permet de:

- assurer la formation du personnel : les procédures décrivent les tâches à accomplir pour chacun des agents dans un processus déterminé. Il lui indique les acteurs ou les services qui sont en amont et en aval de ses tâches. Le manuel de procédures est un plus pour les agents car la transmission orale du savoir-faire nécessite du temps dont ne dispose pas souvent les organisations;
- améliorer la productivité et constitue un recueil de bonnes pratiques : le manuel est un référentiel vers lequel il faille se tourner face à différentes situations (oubli ou erreurs dans l'exécution des tâches). Il fait gagner du temps, inutilement perdu dans la recherche d'un mode de traitement à effectuer.

Le manuel doit être rédigé dans un langage assez clair et accessible, afin que chaque agent puisse y retrouver les méthodes de travail et les tâches qui lui sont dévolues.

2.1.2.2. Objectifs pour l'entreprise

Il permet :

 d'assurer ou augmenter la fiabilité des informations produites : car le manuel est un recueil de bonnes pratiques en la matière. Le strict respect des procédures définies concourent à produire une information de qualité;

- de faciliter le contrôle et sauvegarder le patrimoine de l'entreprise : car son existence facilite les travaux de contrôle lorsque lesdites procédures sont respectées, ce qui constitue une limitation des risques de fraude;
- d'uniformiser les modalités d'exécution : tous les acteurs d'un même service (souvent sur différents sites : siège et agences) doivent appliquer les procédures édictées par le manuel. Toute chose excluant des disparités dans la méthode de traitement des opérations, qui en l'absence de manuel est laissé au libre arbitre de l'agent;
- d'assurer la continuité d'exécution des tâches : car il est connu que dans une entreprise, les procédures peuvent être connues que par une poignée de personnes et de manière informelle. En cas de mutation de ce personnel, il permet au remplaçant de poursuivre l'exécution des tâches par la prise de connaissance de ses fonctions ;
- d'éviter les sources de conflits : entre les différents services, il peut exister sinon il
 existe bien des frictions. Le manuel contribuera à clarifier les relations entre services
 et à éviter certains malentendus ; chaque agent ayant connaissance de là où commence
 et se termine sa tâche.

2.2 Architecture et formalisation du manuel de procédures

Au sein d'une entreprise ou d'une quelconque organisation, les procédures doivent constituer un même ensemble. Il s'agit ainsi d'une exclusive considération de la forme. La présentation du manuel de procédures fait appel à trois éléments essentiels que sont : l'architecture, la formalisation et les supports de présentation.

2.2.1. Architecture du manuel de procédures

Il n'existe pas d'architecture spécifique ou standard pour la représentation du manuel de procédures. Selon HENRY (2001 : 54) « d'une manière générale, la facilité d'accès à une information est une des conditions du succès du système. Il est donc important que la structure du manuel apparaisse clairement aux yeux des utilisateurs. » Il est donc structuré en trois grandes parties : les généralités introductives, les fiches de procédures proprement dites, et enfin les annexes et tables complémentaires.

• la première partie comprend le sommaire et l'introduction générale du manuel. Toujours selon HENRY (2001 : 55) « cette partie permet de rappeler les objectifs qui ont conduit à la mise en place de l'outil, et explique la structure générale. Elle sert

aussi à donner des indications pratiques pour la consultation et la recherche d'information à l'intérieur du manuel. »;

- la deuxième partie du manuel, la plus volumineuse, en est le corps central. Elle regroupe toutes les fiches de procédures classées. Pour chaque procédure prise individuellement, on retrouve une même structure logique : description synthétique de la procédure, diagramme de flux et fiche descriptive des tâches. La présentation synthétique fournit une vue globale, en rappelant succinctement les ou l'objectif de la procédure ;
- la troisième partie fournit les documents annexes tels que les tables de données ou des illustrations complémentaires. Elle comprend surtout des listes de procédures.

2.2.2. Formalisation du manuel

Les manuels ayant un rôle pédagogique, leur mise en forme exige qu'il soit rédigé dans un langage aisément accessible. Une attention particulière est portée à la présentation graphique du document. Les procédures doivent être claires, concrètes, précises et réalistes. Ce sont des caractéristiques essentielles des procédures d'un manuel. Celui-ci peut être divisé en parties autonomes, identifiables par le style et par la typographie (HENRY & al, 2001).

La formalisation a pour pilier la rédaction. Le processus de rédaction doit trouver une adaptation entre le volume de lecture et les capacités d'assimilation des utilisateurs, tout en offrant le maximum d'informations utiles. Il faut trouver aussi le juste milieu dans la mise à disposition des informations, car un excès d'informations est considéré comme un dysfonctionnement et a contrario son manque entraîne la démotivation du personnel et conduit à un déficit de performance.

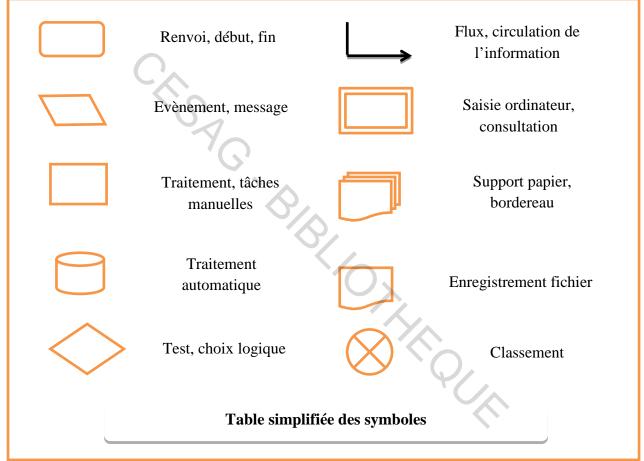
Du point de vue du style, les procédures ne doivent présenter aucune ambiguïté et doivent être accessibles à tous. La clarté étant le mot d'ordre, à ce sujet un texte accessible doit avoir les caractéristiques suivantes :

- utiliser des verbes d'action à l'infinitif;
- écrit suivant la séquence : verbe complément ;
- indiquer les effets prévisibles ;
- définir les sigles lors de leur première utilisation ;
- découpé en paragraphes courts, d'une lecture rapide.

Le libellé des opérations doit bien évidemment être clair, ordonné et objectif ; ainsi que la rédaction qui doit exclure toute source de confusion ou d'incompréhension. Pour cela, il faut éviter :

- les phrases à double négation ;
- les notes de bas de page ;
- les symboles.

Figure 2: Symboles courants



Source : Henry & Daverat (2001 : 64)

2.3 Processus d'élaboration du manuel de procédures

Le temps mis pour réaliser un manuel, est un projet qui peut parfois s'étendre sur une assez longue période eu égard à la taille de l'entreprise ou à la complexité de son organisation. A vrai dire, le travail n'est jamais achevé dans la mesure où des mises à jour du manuel doivent être opérées, à cause des évolutions de l'environnement auxquelles l'entreprise doit faire face. Pour élaborer un manuel, l'entreprise doit disposer de plusieurs documents à savoir l'organigramme détaillé, la description des postes, la délégation des pouvoirs. Il faudra ainsi

Mohamed Lamine TOURE

qu'elle définisse les objectifs recherchés du manuel de procédures et le champ d'application des procédures à rédiger.

En comparant des auteurs, sur les étapes du processus d'élaboration du manuel de procédures, le tableau de synthèse ci-dessous peut être envisagé :

Tableau 1 : Synthèse d'auteurs sur le processus d'élaboration du manuel de procédures

PHASES	ETAPES	HENRY &	BERGER	NGUYEN
		DAVERAT (2001)	& (2007)	(1999)
Préparation	Travaux préliminaires	X		
	Inventaire des procédures	X	X	X
Réalisation	Evaluation des procédures actuelles	X		X
	Elaboration d'une cartographie des risques	X	X	X
	Conception du manuel de procédures	X		X
Finalisation	Conception des procédures	X	X	X
	Validation des procédures et du manuel	X	X	X
	Diffusion du manuel	X	X	X
Suivi	Suivi de la mise en œuvre et recommandations	X	X	X

Source : Nous même grâce aux auteurs HENRY & al (2001:78); BERGER & al (2007:78)

70); NGUYEN (1999: 310)

2.3.1. Phase de préparation

Pour bien mener sa mission, il est nécessaire de bien comprendre le fonctionnement de l'entité, afin d'assurer un parfait ordonnancement des activités ainsi que le respect des délais imposés. Elle correspond à la mise en place de l'équipe qui s'occupera du projet et à plusieurs travaux préliminaires.

2.3.1.1. Travaux préliminaires

La connaissance générale de l'entreprise nécessite la collecte d'informations dans les différents domaines et particulièrement la compréhension de l'environnement dans lequel baigne un processus donné. Ces différents domaines peuvent concerner :

- l'activité de l'entreprise, la concurrence, ses partenaires (banques, clients, fournisseurs...);
- son organisation administrative et sa structure ;
- ses politiques et méthodes de recouvrement ;
- ses politiques en matière financière, de gestion et ses perspectives de développement.

Une fois, l'ensemble des informations recensées, l'auditeur passe à l'inventaire des procédures existantes.

2.3.1.2. Inventaire des procédures existantes

Dans le cadre de la réalisation d'un manuel de procédures, l'auditeur doit dans un premier temps dresser une liste des procédures existantes. Cette liste est provisoire, pour les besoins de parfaite réalisation du manuel. Une prise de connaissance des missions et des objectifs du service ciblé serait aussi souhaitée.

Une fois l'inventaire des procédures réalisées, celles-ci doivent être classées dans des dossiers qui comporteront :

- l'identification de la procédure (le nom, le numéro, la fréquence) ;
- les éléments d'enquête (nom du rédacteur, date) ;
- la liste des pièces du dossier ;

2.3.2. Phase de réalisation

C'est une étape assez importante, sinon la plus importante. Elle suppose la préparation et la réalisation de l'enquête. Elle passe par trois étapes à savoir : l'évaluation des procédures existantes, l'élaboration d'une cartographie des risques et la conception du manuel de procédures. Il est à noter que ces trois étapes que nous allons énumérer, ne sont pas toutes obligatoires pour l'élaboration du manuel de procédures comme le confirme le tableau de synthèse des auteurs sur le processus (Cf tableau 1 page 24).

2.3.2.1. L'évaluation des procédures existantes

Elle permet de détecter les forces et faiblesses des procédures ainsi que les risques afférents. Elle consiste à identifier les procédures et à les analyser. L'analyse précédant leur rédaction définitive. Elle permet de dérouler les enchaînements et de situer l'importance relative des tâches. Il est donc utile de hiérarchiser les différentes actions ; on peut ainsi à l'intérieur d'une

procédure classer les tâches et les opérations. Ainsi, à travers des tests de conformité et de permanence, l'auditeur s'assure d'avoir bien saisi le contrôle interne. Selon PIGE (2001 : 86), ces tests comprennent l'examen de l'application des contrôles et la simulation de tout ou partie des tâches effectuées par les employés de l'entreprise.

2.3.2.2. L'élaboration de la cartographie des risques

D'après BERGER (2007 : 71), la cartographie des risques peut être établie de manière itérative. Elle peut être décomposée en trois étapes : l'identification et l'analyse des risques, la hiérarchisation et la mesure des risques, l'établissement de la matrice des risques.

- L'identification et l'analyse des risques : il s'agit, sur la base des entretiens avec les acteurs, d'être en mesure de déterminer les risques de l'organisation en rapport avec le périmètre défini. Toujours dans le même sens, HAMZAOUI (2008 : 34), soutient que l'auditeur tout en conservant son indépendance, est appelé à participer à l'identification des zones de risques pouvant affecter la sécurité. La démarche d'identification des risques, implique l'utilisation d'outils laissés au libre choix des auditeurs. On peut ainsi citer : les Check-lists (liste exhaustive de risques) ; l'analyse historique de l'entité ; l'analyse de l'environnement (opportunités et menaces) ; l'analyse des activités ; les objectifs visés.
- La hiérarchisation: elle permet de classer les risques par ordre de gravité. Le classement des risques se fait sur la base de scores obtenus lors de leur évaluation tout en tenant compte du seuil d'acceptation que l'entité lui accorde. Les risques sont évalués sur un barème défini par l'auditeur (soit une cotation avec une échelle en nombre pair ou impair). Une fois cette cotation réalisée, il revient à l'auditeur de pouvoir déterminer le traitement approprié à chaque risque.
- La matrice des risques : c'est une simple représentation des risques et leurs causes dans un tableau. Elle est le résultat des étapes précédentes du processus d'élaboration de la cartographie des risques. Elle met en évidence les risques et facilite la prise de décisions pour leur prise en charge (SALVIAC, 2008 : 158)

D'après RENARD (2010 : 161), face à un risque, plusieurs attitudes peuvent être adoptées, à savoir :

- l'acceptation : on ne nie pas l'existence du risque, mais on ne fait rien pour s'en prémunir (encore appelée appétence au risque) ;
- le partage : consiste à réduire l'impact de la survenance du risque en souscrivant à une police d'assurance ;
- l'évitement : solution radicale qui consiste à abandonner l'activité qui fait naître ce risque ;
- la réduction : solution assez prisée qui consiste à prendre des mesures nécessaires visant à réduire soit la probabilité de survenance soit l'impact lorsqu'il surviendrait, ou même dans le meilleur des cas la probabilité et l'impact en même temps.

2.3.2.3. Conception du manuel de procédures

Cette étape trace les grandes lignes de ce qui sera notre manuel de procédures : les objectifs, le contenu, la forme et le champ d'application du manuel. Elle permettra aussi de rendre formelle les procédures qui existaient déjà au niveau du service recouvrement, d'analyser le portefeuille des clients, d'étudier la structure organisationnelle du service et d'identifier les moyens de recours lors de la procédure de contentieux.

• Le contenu du manuel

Sa réussite réside dans sa capacité à divulguer quatre types d'information d'une procédure. Ce sont : les éléments permanents, ponctuels, relatifs et de description et synthèse. Les éléments permanents que sont les obligations externes et internes auxquelles l'entreprise doit satisfaire, ainsi que l'organisation qu'elle met en place pour assurer le bon fonctionnement sans discontinuité de la procédure. Les éléments ponctuels qui sont une liste d'instructions : qui fait quoi, quand et comment ? Les éléments relatifs qui sont une adéquation avec des normes, qui généralement abordent les aspects liés aux règles de gestion à adopter. Et enfin les éléments de description et de synthèse qui traduisent clairement les étapes de l'exécution de la procédure.

• La forme

Pour ce qui est de la forme, le choix est laissé à l'auditeur mais en essayant de l'adapter au contexte de l'entreprise auditée. Le manuel est un support physique composé de plusieurs

parties selon la nature et l'importance des cycles. Il est généralement décomposé selon les cycles d'activités. La codification des cycles peut être alphabétique ou alpha numérique.

2.3.3. Finalisation

Les étapes de cette phase sont : la rédaction des procédures, la validation des procédures par les audités et enfin la diffusion du manuel.

2.3.3.1. La rédaction

Cette étape précède le projet de manuel de procédures. Dans la pratique, l'auditeur doit avant la rédaction des procédures, bien analyser la tâche ou l'activité avant de la décrire. Rédiger une procédure, c'est la définir, décrire les tâches de chaque intervenant et en organiser la synchronisation dans le temps avec des contrôles logiques.

2.3.3.2. La validation

Une fois la procédure écrite, elle doit faire l'objet de validation par les audités qui sont les acteurs qui grâce à une narration en amont nous ont décrit cette procédure. Il est important que ceux-ci prennent connaissance de la formalisation de cette procédure. Cette étape est nécessaire car elle peut permettre de combler des omissions lors de la rédaction.

2.3.3.3. La diffusion

Elle fait appel à l'édition générale des manuels et à leur mise en application. L'édition des manuels nécessite leur structuration, la publication des listes de diffusion et la confection des classeurs. Quant à la mise en application, elle exige la formation des utilisateurs, la préparation d'un dispositif de mise à jour permanente des procédures et leur mise en application progressive.

2.3.3.4. Mise à jour du manuel de procédures

D'après FRECHER (2003 : 142), la mise à jour du manuel de procédures est aussi importante que sa mise en place. S'il n'est pas mis à jour régulièrement et si chaque processus ne subit pas la mise à jour, il perd de son efficacité.

• Motifs

La mise à jour du manuel peut être motivée par :

- des changements dans la structure ou dans les activités de la SN HLM selon les décisions de la direction générale ou des autorités de tutelle ;
- les modifications des systèmes et procédures dans le but d'améliorer les procédures existantes afin de faire face à des situations nouvelles ;
- des changements rendus nécessaires par l'application des textes et décrets concernant les lois et règles en vigueur dans le pays;
- des modifications concernant des affectations du personnel ou des tâches lui incombant.

• Méthodologie de mise à jour

Lorsque la décision de modification des procédures existantes est envisagée, le Directeur général convoque une réunion à laquelle doivent participer tous les agents susceptibles d'être concernés par ces modifications. Cette réunion doit débattre de la modification proposée et des solutions à adopter. A l'issue de cette réunion, un procès-verbal est établi indiquant les éléments suivants :

- les procédures devant être modifiées ;
- les raisons pour lesquelles sont demandées ;
- les principes des modifications à apporter ;
- la personne chargée de rédiger les nouvelles procédures à inclure dans le manuel.

La personne chargée de la réalisation des nouvelles procédures les soumet au Directeur général qui y apporte les éventuelles modifications qu'il juge nécessaire afin d'arrêter le texte définitif.

Conclusion du Chapitre 2

Toute entreprise quelle que soit sa taille, a besoin de procédures écrites pour mieux assainir sa gestion. Le manuel de procédures constitue un outil pédagogique que chaque entreprise doit avoir à sa disposition, car il représente une base de travail pour les employés de l'organisation et contribue à leur formation. Il est indispensable à la bonne marche de l'organisation. Il intègre les points de contrôle couvrant tous les aspects de risque potentiels, et sert aussi de référence lors de la revue des procédures du contrôle interne. Tout ceci afin de s'assurer du respect des procédures mises en place par l'entreprise.

L'implication de tout le personnel dans la démarche est l'élément clé de réussite du processus de rédaction et de mise en application du manuel de procédures. Cette méthodologie fera l'objet de notre troisième chapitre : méthodologie de l'étude.

CHAPITRE 3: METHODOLOGIE DE L'ETUDE

L'élaboration d'un manuel de procédures est présentée de nos jours comme une nécessité de gestion pour l'entreprise. Il est une obligation légale depuis le 1^{er} Janvier 1998 avec l'entrée en vigueur du SYSCOA.

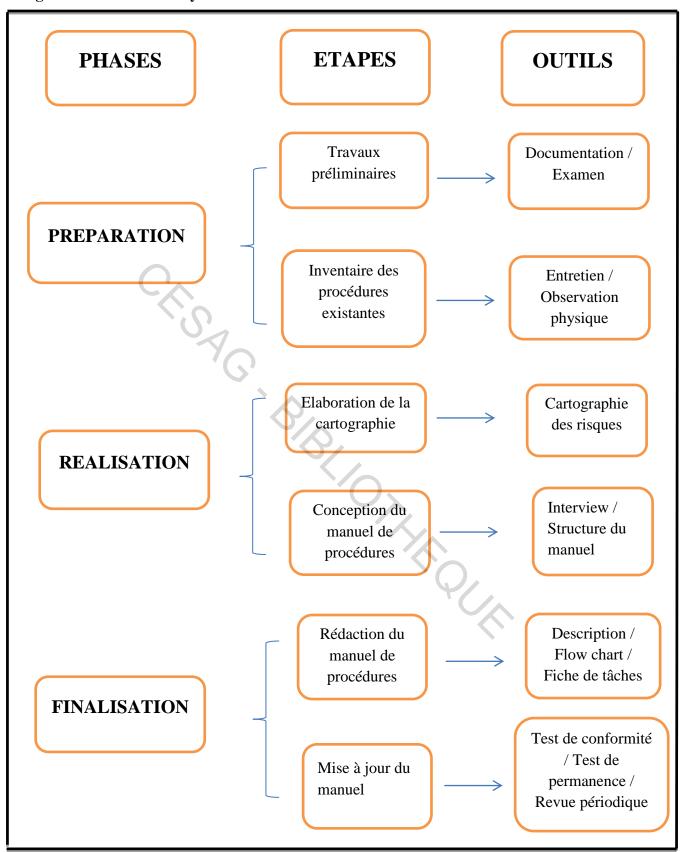
Selon l'article 16 de l'OHADA « Pour maintenir la continuité dans le temps de l'accès à l'information, toute entreprise établit une documentation décrivant les procédures et l'organisation comptables. Cette documentation est conservée aussi longtemps qu'est exigée la présentation des états financiers successifs auxquels elle se rapporte ».

Nous aborderons dans ce chapitre l'approche méthodologique de notre étude, qui sera consacrée au modèle d'analyse et aux outils de collecte et d'analyse des données. Notre modèle d'analyse présente les phases, les étapes et les outils utilisés pour réaliser le manuel de procédures du cycle recouvrement de créances de la SN HLM. Les techniques de collecte seront définies, explicitées et les destinataires mentionnés.

3.1 Modèle d'analyse

La figure suivante présente notre modèle d'analyse. Il est basé sur les différentes phases d'élaboration du manuel de procédures.

Figure 3 : Modèle d'analyse



Source: Nous même

3.2 Planification et supervision des travaux

Cette étape consiste à :

- élaborer un planning des travaux dans le temps, tout en tenant compte des moyens techniques et du capital humain disponible ;
- avoir une vue générale sur l'état d'avancement des travaux et suivre leur réalisation ;
- prendre en compte les évolutions et modifications au sein de l'entreprise en actualisant les procédures;
- faire la synthèse des travaux en procédant à l'assemblage des procédures.

3.3 Outils de collecte de données

La réussite d'un bon processus de recouvrement de créances nécessite des techniques et outils de collecte de données. Selon Jacques RENARD (2002 : 309), il existe plusieurs critères de classification des outils de collecte de données. Nous retiendrons un critère qui met en évidence deux démarches à savoir : les outils d'interrogation et les outils de description.

3.3.1. Les outils d'interrogation

Ils vont aider l'auditeur à formuler des questions ou à répondre à des questions qu'il se pose. Ce sont : le questionnaire et l'interview.

• Le questionnaire

C'est une liste de questions auxquelles les audités doivent répondre par écrit. En général il est élaboré par les auditeurs externes, ce qui leur permet de recueillir les informations qui les aideront au cours des contrôles à mener au sein de l'entreprise.

• L'interview

Selon le Dictionnaire le Petit Larousse (2010), «l'interview est un entretien avec une personne pour l'interroger sur ses actes, ses idées, ses projets, afin soit d'en publier ou diffuser le contenu, soit de l'utiliser aux fins d'analyse. »

Quoi de mieux donc qu'une interview, pour décrire les tâches des opérationnels au sein d'une entreprise. C'est aussi une technique d'analyse privilégiée pour tout diagnostic rapide d'une

situation. En préparation de l'interview, un guide d'entretien (annexe 2, P92) est remis à l'auditeur pour qu'il sache orienter son entretien avec l'audité.

Notons que pour l'interview, il est possible d'utiliser des questions ouvertes pour permettre de découvrir votre interlocuteur histoire de le mettre en confiance, ou des questions fermées pour obtenir certaines précisions.

3.3.2. Les outils de description

Ils ne supposent pas de questions particulières, mais vont aider à mettre en relief les spécificités des situations rencontrées. Ce sont : la grille de séparation des fonctions et des tâches, l'analyse documentaire, le diagramme de circulation ou flow-chart et l'observation physique.

• La grille de séparation des tâches

La grille d'analyse ou de séparation des tâches et des fonctions est la photographie à un instant donné de la répartition du travail. Elle permet de déceler sans erreur possible les manquements au niveau de la séparation des tâches. Elle a aussi pour avantage de présenter à première vue une idée sur un éventuel cumul de fonctions.

• Le flow-chart

Selon Jacques RENARD (2002 : 339), « le flow-chart permet de représenter la circulation des documents entre les différents fonctions et centres de responsabilité, d'indiquer leur origine et leur destination et donc de donner une vision complète du cheminement des informations et de leurs apports ».

Elle reste une technique assez difficile à maîtriser car sa réalisation prend beaucoup de temps; il est statique; certains détails d'exécution ne peuvent pas être décrits par de simples graphiques et les notes narratives qui figurent en bas de page qui sont souvent nécessaires alourdissent le diagramme. Néanmoins, il a l'avantage de résumer de manière claire et synoptique les procédures d'une organisation administrative. De cette manière, il lève les zones d'ombre sur les points ou endroits, ou les informations sont traitées inefficacement.

• L'analyse documentaire

Comme son nom l'indique, elle consiste en la prise de connaissance d'une entité à travers des documents, des faits et des écrits. Selon Blanquet (2004 : 2), c'est une opération qui consiste à présenter sous forme concise et précise, des données caractérisant l'information contenue ou non dans un ensemble de documents. Elle est utilisée pour décrire et caractériser le contenu du document.

Nous aurons à prendre connaissance de la documentation existante relative à la direction des affaires juridiques et domaniales et à la direction commerciale pour avoir une connaissance non pas parfaite mais suffisante de l'activité de recouvrement. En matière de recouvrement, des textes existent au plan communautaire pour ne citer que l'Acte Uniforme N°4 de l'OHADA portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution.

• L'observation physique

L'entretien pouvant s'avérer parfois insuffisant dans la bonne compréhension des procédures, l'observation physique qui est le fait d'être sur le terrain et d'observer, permettra de mieux cerner les procédures mises en place par l'entreprise et même valider les interviews. Il existe deux types d'observation : l'observation directe qui permet le constat immédiat d'un phénomène par l'auditeur ; et l'observation indirecte qui fait appel à un tiers qui sera chargé d'observer pour notre compte et nous communiquer le résultat de son observation.

Analyse $N^{\circ}1$:

La collecte de données sur le terrain s'est faite essentiellement, au cours d'interviews avec les différents acteurs intervenant dans le processus de recouvrement de créances. Avant chaque interview, les auditeurs reçoivent de leur responsable les documents afférant à la direction, au service ou à l'audité comme par exemple une fiche poste afin de prendre connaissance et de mieux comprendre les tâches effectuées par l'acteur, le service ou la direction. Au cours de ces interviews, les auditeurs toujours par groupe de deux au moins, étaient munis de guide d'entretien pour orienter les échanges et faciliter ainsi la collecte du maximum d'infos mais surtout les plus pertinentes. Dans un souci d'efficacité, un calendrier des interviews a été établi avec les différentes équipes affectées à chaque intervenant. Tout de suite après la fin d'une interview, les auditeurs se réunissent pour établir dans l'heure qui suit le procès-verbal

Page 35

de l'interview afin de ne pas perdre des informations pertinentes gardées en mémoire qui n'auraient pas été inscrites sur le papier. Deux fois par semaine enfin, les auditeurs tiennent avec leur responsable une réunion de restitution de procès-verbal. Au cours de ces réunions, on procède à des recoupements d'informations obtenues grâce à d'autres interviews, car le processus de recouvrement de créances est transversal et fait intervenir plusieurs directions à savoir les directions commerciales, juridiques, financières et comptables.

3.4 Outils d'analyse des données

Ce sont : la grille d'analyse des tâches et la cartographie des risques.

• Grille d'analyse des tâches

C'est un outil d'analyse qui permet de déceler sans erreurs possibles les manquements au principe de séparation des tâches, d'analyser la charge de travail par agent, d'identifier sa structuration et la manière dont elle est remplie. Selon Jacques RENARD (2006 : 347) elle est la photographie à l'instant T de la répartition du travail.

• Cartographie des risques

La cartographie des risques est un outil permettant de mesurer suivant une périodicité constante, la progression de l'entité dans son niveau de maîtrise des risques. Il s'agit d'apprécier la manière dont le service recouvrement identifie, évalue, et contrôle l'incidence des risques sur la réalisation des objectifs.

Conclusion du Chapitre 3

Ce chapitre résume la démarche que nous allons adopter dans le cadre de l'élaboration du manuel de procédures du cycle recouvrement de créances pour la direction des affaires juridiques et domaniales de la SN HLM. Cette démarche met en évidence, les différents outils d'analyse ainsi que de collecte de données utilisés au cours de notre passage au sein du département d'audit interne.



CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Dans cette partie, nous avons mis en évidence l'importance du manuel de procédures comme étant une garantie de la bonne exécution des tâches et des opérations au sein d'une entreprise. Si l'élaboration du manuel de procédures répond à une obligation du SYSCOA, il constitue toutefois un référentiel de travail pour le personnel de l'entreprise.

La formalisation des procédures trouve son intérêt dans le fait qu'elle permet d'améliorer la maîtrise des procédures de recouvrement. En effet, le manuel concourt à la répétitivité des actions et également à l'amélioration de l'information dans l'entreprise.

Notons cependant que sa rédaction revêt un caractère complexe, ce qui impose de la part des dirigeants et du personnel une grande implication et une volonté manifeste.

Aussi après l'aspect théorique développé dans cette première partie, la seconde partie sera consacrée à la conception du manuel de procédures du cycle recouvrement de créances pour la direction des affaires juridiques et domaniales.

DEUXIEME PARTIE : CADRE PRATIQUE DE L'ETUDE

CHURCH

Pour une gestion optimale et efficiente des activités dont ils ont la responsabilité, les dirigeants d'entreprise doivent mettre en place des systèmes et outils de contrôle interne afin de prévenir, détecter et corriger en temps voulu, tout manquement par rapport aux objectifs de rentabilité visés par l'entreprise.

Le manuel de procédures apparaît comme l'un des gages pour l'efficacité de l'organisation et de la normalisation des techniques de travail d'une entreprise. De plus, la formalisation des procédures d'une entreprise pourrait assurer la sauvegarde du patrimoine de l'entreprise, le respect des lois et règlements en vigueur ainsi que la fiabilité des informations financières divulguées.

Vu l'importance de la formalisation des procédures opérationnelles, et en optant pour une saine gestion de l'entreprise, les dirigeants de la SN HLM ont jugé opportun de se doter d'un manuel de procédures du cycle recouvrement de créances.

Ainsi, après la revue documentaire, l'approche pratique menée au sein de la SN HLM nous permettra de faire une confrontation entre la théorie et la pratique.

Pour effectuer cette étude nous avons choisi de procéder de la manière suivante :

- d'une part, nous avons préparé et mené des entretiens au niveau de la division des affaires juridiques et du recouvrement, à la direction commerciale ainsi qu'à la direction financière et comptable de la SN HLM afin de collecter les informations qui nous ont permis de présenter ce travail;
- et d'autre part, nous avons effectué l'analyse de ces informations recueillies afin de dégager les forces et faiblesses des pratiques en vigueur, avant de proposer des recommandations que nous développerons dans les prochains chapitres.

Mohamed Lamine TOURE

Pour l'élaboration du manuel de procédures du cycle recouvrement de créances, nous allons articuler notre travail autour des points suivants :

- la prise de connaissance générale de la SN HLM à travers ses activités et son organisation ;
- l'état des lieux des procédures existantes au sein de la SN HLM ;
- l'élaboration du manuel de procédures pour le cycle de recouvrement de créances.

Enfin, nous ferons des recommandations afin de contribuer à l'amélioration de la gestion du cycle recouvrement des créances au sein de la SN HLM.

CHAPITRE 4 : PRESENTATION DE LA SOCIETE NATIONALE DES HABITATIONS A LOYER MODERE

La SN HLM est une société nationale dont le rôle est de promouvoir la vulgarisation des logements. Elle s'est fixée pour objectifs de mettre des logements à la disposition de ses clients à des prix compétitifs et de contribuer ainsi à l'urbanisation du Sénégal.

4.1 Historique et chiffre caractéristiques de la SN HLM

Nous présenterons l'historique de la SN HLM et nous donnerons quelques chiffres caractéristiques de réalisations dans cette section.

4.1.1. Historique

Pour circonscrire les problèmes liés à la structuration du milieu urbain et au développement accéléré des grandes villes, le Sénégal s'est très vite attelé à la veille de l'indépendance, à renforcer la capacité de production dans le domaine de l'habitat en créant par l'ordonnance 59-026 du 18 mars 1959 un Commissariat à l'Urbanisme et à l'Habitat.

Ce dernier comprend le Service des Etudes, le Fonds d'Amélioration de l'Habitat Rural et l'Office des Habitations à Loyer Modéré.

A partir de 1973, la mission originale de l'Office des HLM a été renforcée avec la mise en place d'une structure chargée de l'exécution et de la gestion du projet des Parcelles Assainies. Au cours des années 80, son organisation et son statut ont connu un changement, cela est dû à la volonté des dirigeants successifs et à la mise sur pied en 1985 d'un règlement d'établissement partiellement appliqué jusqu'en décembre 1987, date du changement de son statut juridique. L'OHLM devient ainsi, la Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré (SN HLM) par la loi 87-046 du 28 décembre 1987. Le passage au statut de la Société Nationale est effectif le 1er janvier 1988 après l'approbation des statuts et de l'organigramme. A ce jour le capital social est de 6 000 000 000 F CFA repartis en 600 000 actions d'une valeur nominale de 10 000 F CFA chacune, détenue en intégralité par l'Etat du Sénégal.

4.1.2. Chiffres caractéristiques

Les rapports d'activités font ressortir que depuis sa création à 2013, la SN HLM a produit 15925 logements et viabilisé plus 38904 parcelles assainies sur l'étendue du territoire national.

4.2. Missions et objectifs de la SN HLM

Dans cette section, nous allons décrire les missions et les objectifs assignés à la SN HLM.

4.2.1. Missions

Dans le cadre de l'élaboration des statuts de la Société, un certain nombre de missions ont été fixées par l'Etat dont les plus importantes sont de :

- réaliser et générer, en milieu urbain comme en milieu rural, des constructions à usage d'habitation placées sous le régime de la location-vente ou de la location simple ;
- assurer dans le cadre des orientations du plan de développement économique et social,
 la réalisation et la gestion de programmes de parcelles assainies, dans les zones délimitées par arrêté en qualité de mandataire de l'Etat;
- réaliser accessoirement des équipements à usage collectif et toute construction nécessaire à la vie économique et sociale ;
- accomplir toutes les opérations civiles, commerciales et financières nécessaires à la réalisation de son objet.

4.2.2. Objectifs

La SN HLM présente un triple objectif à savoir :

- les objectifs commerciaux ;
- les objectifs techniques ;
- les objectifs financiers.

4.2.2.1. Objectifs Commerciaux

La SN HLM se doit de réaliser des logements et aménager des parcelles à moindre coût en veillant à la bonne qualité de ses logements et de permettre l'accessibilité à un bon nombre de demandeur. Aussi, elle a pour objectif de prôner et d'envisager une amélioration continue du service rendu tout prenant soin de l'image de la société. Et enfin, elle a pour but de redynamiser la politique de recouvrement des créances.

4.2.2.2. Objectifs Techniques

A ce niveau, il s'agira pour la SN HLM d':

- assurer un niveau d'offre quantitativement suffisante et qualitativement satisfaisante ;
- innover au niveau des systèmes de construction et des parties d'aménagement pour une réduction des coûts, tout en sauvegardant la qualité technique des logements ;

• améliorer l'encadrement opérationnel et développer les activités de contrôle.

4.2.2.3. Objectifs Financiers

La SN HLM a pour but de rechercher des ressources extérieures pour faire face aux investissements mais aussi d'investir dans des projets rentables.

4.3. Organisation de la SN HLM

Dans cette sous-section, nous allons décrire l'organisation administrative de la SN HLM, mais au préalable, nous citerons ses organes de gestion :

Le Conseil d'Administration présidé par un président élu en son sein sur proposition du Président de la République, il est composé de :

- un représentant de la Présidence de la République ;
- un représentant de la Primature ;
- un représentant du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- un représentant du Ministère de l'habitat ;
- un représentant du Conseil Economique et Social ;
- un Député désigné par l'Assemblée Nationale ;
- un représentant du personnel de la Société désigné par l'Organisation syndicale la plus représentative ;
- un représentant des travailleurs désigné par l'Organisation syndicale la plus représentative ;
- un représentant des employeurs désigné par l'Organisation patronale la plus représentative.

4.3.1. Fonctionnement des départements et services

La SN HLM est structurée en six (6) départements qui sont : la direction générale, la direction commerciale, la direction des systèmes d'information, la direction financière et comptable, la direction des affaires juridiques et domaniales et la direction technique ; et quatre (4) services : le service de contrôle de gestion, le service d'audit interne, le service médical, le secrétariat général. Tous ces départements sont sous la coupole de la direction générale qui assure la coordination de leurs tâches pour l'atteinte de l'objectif général.

L'organigramme de la SN HLM comprend :

La Direction Générale (DG)

Elle comprend : le Directeur Général, le Contrôle de Gestion, l'Audit Interne, et le Service médical.

Le directeur général est nommé pour une durée de trois (3) ans renouvelables par décret présidentiel sur proposition du ministre de tutelle. Il est le représentant de la société vis-à-vis des tiers. Il préside donc les réunions de coordination et est chargé de la mise en œuvre du plan stratégique de la SN HLM.

La direction générale rend annuellement compte de la situation de gestion au Conseil d'Administration, notamment en matière d'exécution des plans d'actions et budgets arrêtés.

Le Service Contrôle de Gestion

Il est directement lié à la direction générale et a rang de directeur. Il a pour mission l'animation du processus budgétaire, le contrôle de la régularité de l'information financière produite par la société, la fiabilisation et l'amélioration permanente du contrôle interne.

\$ Le Service Audit Interne

A la SN HLM, l'auditeur interne a le rang de directeur opérationnel. Il a pour mission de vérifier les procédures et les comptes avant l'arrivée du commissaire aux comptes. C'est dans ce service que nous avons effectué notre stage à la SN HLM dans le cadre de la rédaction du manuel de procédures.

❖ Le Service Médical

Le médecin d'entreprise a pour mission la consultation, les soins de premières nécessités et le suivi médical des agents et des membres de leurs familles. Il veille à l'application des règles d'hygiène et de la médecine de travail.

Le Secrétaire Général (SG)

Il assure la tutelle des agences régionales, de la division achats et approvisionnements et du parc automobile. Il joue un rôle primordial qui est le soutien de la Direction Générale dans sa politique de gestion, il participe à toutes les réunions de direction et donne son avis en cas de besoin et assure la présidence des commissions de dépouillement.

La Direction Technique (DT)

Elle est chargée de :

• concevoir et de réaliser des projets ;

- organiser, gérer et superviser les chantiers ouverts par la SN HLM;
- participer à l'élaboration des demandes de financement ;
- confectionner les marchés et contrats.

Elle se subdivise en trois services : la division d'études, la division des travaux et la division technique et entretien.

La Direction Financière et Comptable (DFC)

Elle a pour principale mission de procéder à l'étude de rentabilité financière des investissements programmés, d'élaborer le plan prévisionnel de financement, de produire les états financiers, d'assurer le suivi fiscal et de fournir au DG les informations financières nécessaires à la prise de décisions.

Pour ce faire, le travail est reparti entre deux divisions :

- la division financière: composée d'une seule section qui se charge de la caisse
 « HLM » et la caisse « parcelles assainies », et gère les opérations de trésorerie
 (collecte des recettes);
- la division comptable : cette division a pour mission principale de fournir en fin d'exercice les états financiers dans le délai imparti.

La Direction Commerciale (DC)

Ces principales missions sont: participer à la définition de la politique commerciale ; assurer la commercialisation et le développement de nouveaux produits ; veiller à l'adéquation entre la production immobilière et la demande. Elle comprend trois (3) divisions : division marketing, division vente et gestion des logements.

❖ La Direction des Systèmes d'Information (DSI)

Elle est chargée d'informatiser les données ; d'assurer la protection des équipements et logiciels ; de fiabiliser les données issues de l'informatique ; de l'intégrité et de l'évolution du système.

❖ La Direction des Affaires Juridiques et Domaniales (DAJD)

Ses missions se déclinent à travers les étapes suivantes :

participer à la définition des politiques de contentieux d'achat,
 d'approvisionnement et de gestion des affaires domaniales;

- assurer la supervision de toutes les actions mises en œuvre dans le cadre des politiques précitées;
- apporter au directeur général les informations nécessaires à la prise de décisions.

❖ La Direction des Ressources Humaines et de l'Administration Générale (DRHAGE)

Elle est composée de deux (2) divisions : la Division ressources humaines et la Division administration générale.

Elle a pour mission le traitement des salaires, des charges sociales et des relations avec les partenaires sociaux mais également de la gestion de l'administration à savoir son approvisionnement en matières consommables et diverses fournitures nécessaires à son fonctionnement.

4.3.2. Organigramme de la SN HLM

Nous avons formalisé un organigramme qui retrace l'organisation même de la SN HLM (voir annexe 3, P88)

Conclusion du Chapitre 4

Ce chapitre consacré à la présentation de l'entreprise nous a permis de comprendre ses missions, son organisation et de connaître aussi ses organes délibérants. Cette connaissance nous aidera dans la formulation des recommandations au terme de notre étude.

Nous allons donc aborder dans le cinquième chapitre, la description des procédures du cycle recouvrement de créances telles qu'elles sont pratiquées au sein de la division des affaires juridiques et du recouvrement de la SN HLM.



CHAPITRE 5 : DESCRIPTION DES PROCEDURES DE RECOUVREMENT DE CREANCES

Après la présentation de la SN HLM à travers son organisation et ses activités, ce chapitre traitera de la description et de l'évaluation des procédures de recouvrement telles qu'elles sont pratiquées à la SN HLM afin de déceler ses forces et faiblesses. Après cette étape, nous procèderons à l'identification des dispositifs adéquats permettant de maîtriser les risques liés au processus de recouvrement de créances.

5.1 Description des procédures existantes

L'évaluation des procédures existantes permet de mieux cerner les forces et les faiblesses liées au processus de recouvrement de créances. Il faut d'emblée noter que la SN HLM ne dispose pas de procédures écrites. A la suite de nos différents entretiens, avec les agents de la direction des affaires juridiques et domaniales, de la direction commerciale et de la direction financière et comptable, nous avons pu subdiviser la procédure de recouvrement de créances en deux étapes qui sont :

- le recouvrement amiable;
- le recouvrement contentieux.

5.1.1. Le recouvrement amiable

Le processus est initié par le chef de la DAJR. Il rédige une lettre de demande de situation financière qu'il transmet au directeur des AJD. Après réception, le DAJD vérifie la lettre ; il vise ensuite la lettre pour indiquer qu'elle émane bien de son service, et la transmet au DG. Le directeur général après vérification de la lettre, appose sa signature puis transmet la lettre au DAJD. Une fois en possession de la lettre de demande de situation financière signée par le DG, le DAJD la transmet au DFC. Le DFC reçoit la lettre de demande et fait établir les situations financières, qu'il transmet au DAJD. Dès réception des situations financières des clients débiteurs, le DAJD les transmet au chef des AJR. Celui-ci transmet les situations financières à son assistant. L'assistant effectue des travaux de conformité avec le dossier de chaque client avant d'établir les lettres de relance. Il transmet ensuite les lettres de relance au chef des AJR. Une fois les lettres de relance établies, le chef des AJR reçoit le client pour négocier des nouveaux termes de remboursement de la somme due à la SN HLM. Il s'en suit la rédaction d'un moratoire en deux exemplaires avec le client, qui est signé et transmis au DAJD. Après réception du moratoire, le DAJD procède à une analyse des nouveaux termes de remboursement, avant d'apposer sa signature pour marquer son approbation. L'assistant du chef des AJR est chargé quant à lui, de discuter des nouveaux modes de règlement du moratoire avec le client.

En cas de non-respect du moratoire signé par le client, l'assistant lui transmet une lettre de relance pour non-respect de moratoire signé. A ce stade, il existe deux cas de figure :

- si le client répond à la lettre, une nouvelle négociation accompagnée d'un nouveau moratoire sera signé ;
- si le client ne répond pas à la lettre de relance, l'assistant transmet le dossier au service contentieux pour non-respect de moratoire signé.

5.1.2. Le recouvrement contentieux

Le premier acteur de ce processus est le chef des AJR. Il établit et transmet un bordereau d'envoi de la liste des clients défaillants au directeur des AJD. Le DAJD procède à une vérification de la liste ainsi établie et vise la liste des clients défaillants. Il transmet par la suite la liste au chef des AJR. Sur la base de cette liste donc, celui-ci adresse une demande d'assignation à expulsion et paiement des arriérés à l'huissier. Ce dernier rédige deux (2) lettres à cet effet : l'une est transmise au client et l'autre est envoyée à la division des AJR. Le chef des AJR constitue un dossier composé de : la lettre d'assignation, la liste des clients défaillants et le bordereau d'envoi, qu'il transmet à l'un des avocats de la société. Ensuite, il fait convoquer le client déjà informé de la procédure d'assignation dont il fait l'objet pour négociation. A ce niveau deux (2) cas de figure existent. Ce sont :

- si le client accepte de rembourser la somme due en sus des frais d'honoraires, un moratoire est établi et signé entre les deux parties. Le chef des AJR envoie dès lors une lettre de radiation à l'avocat, après que le client ait soldé son compte pour que soit stoppée la procédure. Lorsque tous les arriérés ont été recouvrés, il envoie le dossier à la direction commerciale pour la délivrance des documents de fin de paiement;
- si le client ne réagit pas durant le délai d'assignation, l'avocat représentant la société au niveau du tribunal transmet les comptes rendus des séances du tribunal. Il établit l'ordonnance d'expulsion qu'il transmet à la division des AJR. Par la suite, le chef des

AJR établit une lettre adressée à l'avocat lui demandant un récapitulatif des dossiers clients en cours de traitement. Cette lettre est transmise au DAJD. Après vérification, le DAJD vise la lettre. La lettre est transmise ensuite au DG pour signature. Une fois signée par le DG, la lettre est envoyée à l'avocat de la société. Celui-ci accompagné d'un huissier procèdent à l'expulsion du client et délivrent par la suite, un procèsverbal (PV) d'expulsion à la division des AJR. Ce PV sera classé dans le dossier du client, et rangé dans les archives de la SN HLM.

Analyse N°2:

Deux étapes au lieu de trois comme définies par les puristes, car le constat qui est fait au vu des entretiens réalisés est que la SN HLM ne respecte pas les trois étapes du processus de recouvrement de créances. En effet, la phase de pré-relance n'est pas appliquée au sein de l'entreprise. Les premières actions ne sont mises en œuvre que lorsque la créance est déclarée échue et non payée.

5.2 Identification des risques

Afin de réaliser la collecte des données nécessaires à l'élaboration d'une cartographie des risques, nous avons procédé par des entretiens réalisés auprès de trois (3) directions que sont : la direction financière et comptable, la direction commerciale et la direction des affaires juridiques et domaniales.

Pour chacune de ces directions, nous avons évalué les risques liés au niveau des intervenants et des processus. Les risques opérationnels liés aux évènements extérieurs n'entrent pas dans le cadre de ce présent document. Selon Christian JIMENEZ (2008 : 26), le risque opérationnel est le risque de pertes résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable à des procédures, aux personnels et aux systèmes internes, ou à des évènements extérieurs, y compris les évènements de faible probabilité d'occurrence, mais à risque de perte élevée.

Pour une meilleure compréhension des risques liés au processus de recouvrement de créances, nous allons identifier les risques liés à chaque sous processus, et les synthétiser dans le tableau ci-après :

Tableau 2: Identification des risques

Sous processus	Tâches	Risques liés
établissement d'un état récapitulatif -erreur sur les infor (nom, numéro de pa		-omission de certaines créances; -erreur sur les informations du client (nom, numéro de parcelle, etc.); -indisponibilité de la base de données.
	Envoi des lettres de pré-relance	-retard dans la transmission des lettres de pré-relance ; -absence de reporting.
	Préparation des relances clients	-non identification des clients défaillants ; -erreur sur les informations du client (nom, numéro de parcelle, etc.) ; -indisponibilité de la base de données.
	Vérification et envoi des lettres de relance	-défaut de vérification des tâches ; -inadéquation entre les lettres de relance et les dossiers des clients.
Recouvrement amiable	Négociation et établissement du moratoire	-risque de non-paiement ; -risque de corruption de l'agent ; -défaut de compétence du personnel pour cette étape.
	Reclassement des créances en créances douteuses	-perte de clientèle ; -mauvais traitement des enregistrements ; -absence d'un système de reporting.
Réception des	Enregistrement du règlement	-mauvais traitement des enregistrements ; -indisponibilité de la base de données.
règlements	Classement et archivage des dossiers de règlements	-perte des pièces justificatives ; -absence de reporting.
	Transmission du dossier au contentieux	-non-respect des règles de transmission ; -retard dans la transmission des dossiers au contentieux ; -indisponibilité de la base de données.
Mise au contentieux	Procédure d'assignation à expulsion	-non-respect des règles d'éthique et de déontologie (corruption).
	Procédure d'expulsion	-perte des pièces justificatives (ordonnance d'expulsion); -incohérence entre les ordonnances d'expulsion et le dossier du client.

Source : Nous même

5.3 Définition des mesures de contrôle

Après identification des risques, nous allons dès lors procéder à la définition de mesures de contrôle visant à réduire la survenance de ces risques ou leur impact en cas de survenance. Pour cela nous avons élaboré le tableau ci-après mettant en évidence les actions à mener pour le contrôle des risques liés au processus de recouvrement de créances :

Tableau 3 : Mesures de contrôle des risques

Tâches	Mesures de contrôle	
Analyse des créances et	-assurer la disponibilité et fiabilité de la base de données par le pointage	
établissement d'un état récapitulatif	des informations par les chefs de division.	
Envoi des lettres de	-s'assurer que les lettres de pré-relance sont envoyées à bonne date avec	
pré-relance	la fourniture d'un accusé de réception signé par le client ;	
	-assurer aussi le reporting des incidents qui pourraient survenir dans le	
	déroulement de cette tâche.	
Préparation des relances clients	-assurer la disponibilité et fiabilité de la base de données par le pointage	
Citotics	des informations par les chefs de division;	
	-s'assurer de la mise à jour de la base de données des créances arrivées	
	échues et non payées.	
Vérification et envoi des lettres de relance	-s'assurer que les lettres de relance sont envoyées à bonne date avec la	
letties de l'étance	fourniture d'un accusé de réception signé par le client ;	
	-vérifier l'adéquation entre les lettres de relance et le dossier du client	
	concerné pour éviter toute erreur sur le destinataire.	
Négociation et	-assurer le respect des règlements en interne (code de déontologie) ;	
établissement du moratoire	-assurer la qualité du personnel recruté et du personnel en charge de	
	cette tâche.	
Reclassement des créances	-assurer la réalité et l'exhaustivité des enregistrements par la	
en créances douteuses	vérification des enregistrements par les chefs de division CDCAC et	
	CDAJR;	
	-assurer aussi le reporting de l'opération pour que les éventuelles	
	erreurs d'enregistrements soient corrigées.	
Enregistrement du	-assurer la réalité et l'exhaustivité des règlements des clients ;	
règlement	-s'assurer de la prise en compte de ces écritures de règlements par la	
	vérification des chefs de division.	
Cl		
Classement et archivage des dossiers de règlements	-vérifier l'exhaustivité des pièces justificatives avant la transmission	
	aux archives de la SN HLM contre une décharge dans un cahier de	

	transmission; -faire état des éventuels manquements de pièces au service émetteur; -s'assurer que le responsable des archives dispose de la liste des pièces contenues dans le dossier pour information.
Transmission du dossier au contentieux	-s'assurer que les dossiers des créances échues depuis plus de trois mois ont été transmis au service contentieux avec une décharge de transmission.
Procédure d'assignation à expulsion	-s'assurer du respect du code de conduite et de déontologie interne.
Procédure d'expulsion	-procéder à une vérification stricte des dossiers et des ordonnances d'expulsion avant la mise en exécution de la décision de justice ; -s'assurer que les pièces justificatives sont transmises le jour même de la proclamation du verdict.

Source: Nous même

5.4 Élaboration de la cartographie des risques

De façon succincte, nous présenterons la matrice des risques élaborée à la suite de la définition des mesures de contrôle ainsi que son analyse. La matrice des risques permet de déterminer le profil de risque de l'entreprise et d'en fournir une cartographie à un instant précis. Son analyse permet de choisir les activités de contrôle, qui sont constituées des politiques et procédures qui permettront de s'assurer, que les traitements des risques souhaités par la direction ont été effectivement mis en place.

5.4.1. Présentation de la matrice des tâches à forte criticité

Il est de coutume à cette étape de l'étude, de représenter les risques qui présentent les criticités les plus significatives selon un barème. Le processus de recouvrement de créances de la SN HLM a été décomposé en onze (11) tâches regroupées en quatre (04) sous processus. Vu la multiplicité des risques pour chaque tâche (**Cf. tableau 2 page 52**), nous avons jugé opportun de représenter sur la matrice, les tâches ayant les criticités les plus significatives.

La criticité est le produit de la probabilité de survenance et de l'impact, que nous avons toutes les deux (2) notées sur une échelle de 1 à 10. Le critère retenu pour la probabilité est le nombre de fois que l'action pourrait se répéter et pour l'impact les critères retenus sont le critère financier et celui de l'image juridique. Et donc, les tâches dont la criticité est

supérieure ou égale à vingt (20) sont représentées sur la matrice. Ainsi, les dirigeants sauront en regardant la matrice, quelles sont tâches les plus importantes à maîtriser dans le processus de recouvrement de créances.

Figure 4 : Matrice des tâches à forte criticité

Probabilité Très forte Forte T6 - T4T3 - T2**T1** Moyenne **T8** Faible T7 - T5Très faible Insignifiant Mineur Moyen Majeur Grave **Impact**

T8: Classement et archivage des dossiers de règlements;

T7: Procédures d'expulsion;

T6: Enregistrement du règlement ;

T5: Vérification et envoi des lettres de relance;

T4: Procédure d'assignation à expulsion;

T3: Envoi des lettres de pré-relance ;

T2: Analyse des créances et établissement d'un état récapitulatif;

T1: Préparation des relances clients.

Source: Nous même

5.4.2. Analyse de la matrice des risques

L'analyse permet de lever les interrogations pour une meilleure prise en charge des risques. Notons qu'il existe trois catégories de risques : les risques mineurs en vert, les risques moyens ou intermédiaires en jaune et les risques majeurs en rouge. Les explications que l'on peut tirer de cette cartographie sont consignées dans le tableau ci-après :

10/2°

Tableau 4 : Analyse de la matrice des risques

Zone de	Profil des	Analyse
risque	risques	
	Majeur	Ces risques ont un niveau assez élevé et le contrôle interne ne dispose pas
		d'outils adaptés pour leur maîtrise. Ils doivent être rapidement pris en
		charge car leur impact est assez significatif.
	Moyen	Ce sont des risques moyens. Des actions pour réduire leur probabilité de
		survenance et leur impact existent et il faut travailler à les améliorer.
	Mineur	Ce sont des risques qui sont assez bien maîtrisés dans l'ensemble. Même si
		le risque zéro n'existe pas il faut veiller à procéder à des contrôles
		périodiques pour voir si on ne constate pas de changement pour garantir
	C/\	leur complète mise sous contrôle.
Source: N	ous même	

CHAPITRE 6 : ELABORATION DU MANUEL DES PROCEDURES DE RECOUVREMENT DE CREANCES

Ce chapitre sera consacré à l'élaboration de l'ensemble des procédures relatives au cycle de recouvrement de créances. Il est subdivisé en quatre (04) sous procédures que sont : la prérelance, le recouvrement amiable, la réception des règlements et la mise au contentieux.

Nous présenterons le manuel que nous avons élaboré, et nous mettrons en évidence pour la procédure de recouvrement de créances : son objet, son champ d'application, les règles de gestion et les objectifs du contrôle interne.

Après la présentation de cette procédure, nous formulerons des recommandations relatives au contrôle interne, à la gestion du cycle de recouvrement de créances ainsi qu'à l'application du manuel de procédures.

6.1 Structure du manuel de procédures

Avant d'entamer la présentation du manuel de procédures du cycle recouvrement de créances, nous venons présenter d'abord sa structure. Il n'existe pas de structure type pour un manuel de procédures. Une condition est qu'il soit facilement exploitable, assez explicite et qu'il mentionne clairement les intervenants et les tâches à effectuer qui sont les deux éléments les plus importants de sa composition. Pour cela, nous avons adopté le modèle de représentation ci-après validé par les responsables du service audit interne :

Figure 5 : Structure du manuel de procédures

		CYCLE RECOUVREMENT	Date d'application
des	Société Nationale Habitations à Loyer Modéré	PROCEDURE RECOUVREMENT	<i>Mise à jour</i> Juin 2014
	, automorphis Edys modele	Sous procédure	Folio n° /
N°	Intervenants	Description détaillée d	les tâches
	Tâche		
),),	
Tâche s	uivante	3/	

6.2 Présentation du Manuel de Procédures

	MANUEL DE	Date d'application
Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré	PROCEDURES	
	Sommaire du cycle de recouvrement	<i>Mise à jour</i> Juin 2014
	Direction des Affaires Juridiques et Domaniales	Folio n° /
	I – Pré-relance	
Q	 1- Analyse des créances et établissement d'un état récapitulatif 2- Envoi des lettres de pré-relance 	
	II – Recouvrement amiable	
Direction des Affaires Juridiques et Domaniales	 1- Préparation des relances clients 2- Vérification et envoi des lettres de relance 3- Négociation et établissement du moratoire 4- Reclassement des créances 	
	III – Réception des règlements	
	1- Enregistrement du règlement2- Classement et archivage	
	IV – Mise au contentieux	
	 1- Transmission du dossier au co 2- Procédure d'assignation à exp 3- Procédure d'expulsion 	

	MANUEL DE	Date d'application
Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré	PROCEDURES	
	Liste des sigles du cycle de recouvrement	<i>Mise à jour</i> Juin 2014
	Direction des Affaires Juridiques et Domaniales	Folio n° /
Direction des Affaires Juridiques et Domaniales		

✓ Champ d'application

La procédure s'applique aux créances clients transmises par la direction financière et comptable à la direction des affaires juridiques et domaniales pour lesquelles les dates d'échéance sont à venir ou sont passées depuis plus d'un (01) mois.

✓ Objectifs du contrôle interne

La présente procédure vise à s'assurer que :

- la classification des créances selon le délai de retard est opérée ;
- l'état récapitulatif des créances douteuses est produit et transmis au DAJD et au DFC ;
- le montant des créances douteuses est connu à un instant précis ;
- les frais de justice ont été imputés aux clients qui font l'objet de procédures de recouvrement ;
- les lettres de pré-relance sont signées par le DAJD et le DFC ;
- les lettres de pré-relance sont envoyées avant les dates d'échéance des créances.

✓ Principes et règles de gestion

Ce sont:

- distribution des lettres de pré-relance aux clients par les agents recouvreurs avant échéance ;
- un grand livre faisant état des comptes clients doit être édité tous les mois, par le responsable de la comptabilité après la clôture des journaux de ventes et de trésorerie ;
- un exemplaire de ce grand livre doit être transmis au service administration des ventes et achats pour analyse ;
- les créances arrivées échues depuis plus d'un mois, doivent être identifiées et faire
 l'objet d'un courrier de relance;
- la négociation du report d'échéance est du ressort du directeur des affaires juridiques et domaniales ou du chef de division recouvrement ;
- l'émission des lettres de relance des créances de plus de 3 mois s'accompagne de la transmission du dossier de la créance au service contentieux.

✓ Pré-relance

		CYCLE RECOUVREMENT	Date d'application
des	Société Nationale Habitations à Loyer Modèré	PROCEDURE RECOUVREMENT	<i>Mise à jour</i> Juin 2014
		Sous procédure 1 Pré-relance	Folio n° /
N°	Intervenants	Description détaillée d	des tâches
REC 01	Analyse des créar	nces et établissement d'un état récapitu	latif
	Chef du service	procède à partir des comptes clients e	et des contrats à des
	DAJD	vérifications portant sur la date d'éche l'existence d'un accord éventuel form d'échéance; établit un état récapitulatif des créances transmet l'état récapitulatif au DAJD via la secrétaire du DAJD 20 jours avec reçoit l'état récapitulatif des créances édite le grand livre des comptes client créances clients; fait un contrôle de conformité entre l'exéances à échoir à J-15 jours et la base transmet les documents: l'état récapitéchoir à J-15 jours, le grand livre des balance des créances clients à sa secre jours avant la date d'échéance.	ces à échoir à J-15 jours; par cahier de transmission vant la date d'échéance. s à échoir à J-15 jours; tts et la balance des d'état récapitulatif des alance des créances clients; d'tulatif des créances à comptes clients et la
	Secrétaire du DAJD	 reçoit les documents; enregistre les documents dans le cahi établit quatre (4) copies des document division recouvrement, une pour le D une pour archivage à son niveau et l'établit 	onts (une pour le chef de DAJD, une pour le CDCAC,

transmet les documents aux concernés par cahier de
transmission le jour même de réception ;
archive une copie dans le chrono.
• reçoivent les documents ;
• procèdent à un contrôle de conformité entre l'état récapitulatif
des créances à échoir à J-15 jours et la balance des créances
ision clients ;
• visent l'état récapitulatif du montant total des créances à échoir
à J-15 jours en cas de conformité ;
• renvoient l'état récapitulatif du montant total des créances à
échoir à J-15 jours au chef de service recouvrement en cas de
non-conformité ;
 transmettent l'état récapitulatif du montant total des créances à
échoir à J-15 jours à l'assistant du chef des AJR le lendemain
soit 18 jours avant la date d'échéance.
Bott 16 Jours avant la date à ceneunce.
Envoi des lettres de pré-relance
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
i i

		CYCLE RECOUVREMENT	Date d'application
		PROCEDURE	Mise à jour
•	I L IVI	RECOUVREMENT	Juin 2014
des H	Société Nationale abitations à Loyer Modéré	Sous-procédure 1 Pré-relance	Folio n° /
N°	Intervenants	Description détaillée d	les tâches
REC 02	Envoi des lettres	de pré-relance	
	Assistant du	réceptionne l'état récapitulatif des cre	Sances à áchair à I-15 ·
	chef des AJR	établit les lettres de pré-relance pour	·
	oner des Aon	•	
	170	• transmet les lettres de pré-relance au chef des AJR le lendemain soit 17jours avant la date d'échéance.	
	Chef des AJR	 réceptionne les lettres de pré-relance procède à la vérification des lettres de transmet les lettres de pré-relance au 	e pré-relance ;
		approbation via la secrétaire.	21.02 to memo jour pour
	DAJD	 réceptionne les lettres de pré-relance; vérifie et signe les lettres de pré-relance; 	
		• transmet les lettres de pré-relance au DFC.	
	DFC	• réceptionne les lettres de pré-relance ;	
		vérifie et signe les lettres de pré-relar	ace;
		fait acheminer les lettres de pré-relan	ce aux différents clients via
		le service courrier 16 jours avant la date d'échéance.	
Tâche su	ivante	Fin de la procédure	

✓ Recouvrement amiable

		CYCLE	Date d'application
		RECOUVREMENT	
		PROCEDURE	Mise à jour
	Société Nationale	RECOUVREMENT	Juin 2014
des H	abitations à Loyer Modéré	Sous-procédure 2 Recouvrement amiable	Folio n° /
N°	Intervenants	Description détaillée	des tâches
REC 01	Préparation des re	elances clients	
	Agent comptable	reçoit l'état récapitulatif du montant	
	7/	non réglées et la balance de la secréta	aire du DFC ;
		procède à un contrôle de conformité	-
		créances échues non réglées et la bal	ance des créances clients ;
		établit les situations financières (anne	exe 4, P89) des clients dont
		les créances sont échues et non réglé	es;
		• transmet les situations financières et	les pièces justificatives au
		DAJD par cahier de transmission via	la secrétaire du DAJD 3
		jours après la date d'échéance.	
		• reçoit les documents (situation finance	cière, l'état récapitulatif du
	DAJD	montant total des créances échues no	on réglées et la balance)
		afférant au reclassement des créance	s;
		• procède à un contrôle de conformité	entre la situation financière
		et l'état récapitulatif du montant tota	l des créances échues non
		réglées ;	
		• transmet les documents au chef de di	vision recouvrement pour
		établissement des lettres de relances	clients le jour même de
		réception.	

	Assistant	
	Assistant	• reçoit les documents (situation financière, l'état récapitulatif du
	division montant total des créances échues non réglées et la balance);	
	recouvrement	procède à un contrôle de conformité entre la situation financière
		et l'état récapitulatif du montant total des créances échues non
		réglées ;
		• classe les factures en fonction du retard de règlement : un mois,
		deux mois et plus de trois mois ;
		• établit la lettre de relance (annexe 5, P90) ;
		transmet la lettre de relance adressée au client et les documents
		au chef de division recouvrement par cahier de transmission le
		lendemain soit 4 jours après la date échue.
	CA	
Tâche su	uivante	Vérification et envoi des lettres de relance
	0',	
J.C.		
		, O,

		CYCLE	Date d'application
		RECOUVREMENT	
1		PROCEDURE	Mise à jour
10	ILIVI	RECOUVREMENT	Juin 2014
	Société Nationale		
des F	labitations à Loyer Modèré	Sous-procédure 2 Recouvrement amiable	Folio n° /
N°	Intervenants	Description détaillée d	des tâches
REC 02	Vérification et env	roi des lettres de relance	
	Chef de division recouvrement	 reçoit les lettres de relance et les doct financière, l'état récapitulatif du mon échues non réglées et la balance) de l'recouvrement; s'assure que: ✓ tous les comptes clients ont été b ✓ les états récapitulatifs des créance ✓ les courriers de relance sont en précapitulatifs des créances. 	ritant total des créances assistant division ien analysés; es sont corrects;
	Assistant Chef de division recouvrement	récapitulatifs des créances. • vise les lettres de relance ; • transmet les lettres de relance et le dossier à l'assistant chef de division recouvrement. • reçoit les lettres de relance et les documents (situation financière, l'état récapitulatif du montant total des créances échues non réglées et la balance) ; • vérifie que toutes les lettres ont été visées ; • procède à l'envoi des lettres de relance le lendemain soit 5 jours après la date d'échéance selon les modes suivants : ✓ par courrier simple pour les clients de petites parcelles ✓ par remise en main propre pour les grandes parcelles ✓ par les services postaux en recommandé avec accusé de réception pour les logements ;	

	 établit un compte rendu d'appel téléphonique et d'envoi de relance; transmet le compte rendu d'appel téléphonique et d'envoi de relance au DAJD par cahier de transmission via la secrétaire du DAJD le jour même.
DAJD/DFC	 reçoivent le compte rendu d'appel téléphonique et d'envoi de relance; se réunissent le lendemain soit 6 jours après la date d'échéance en séance de travail pour faire le point sur les lettres de relance et autres appels téléphoniques portant sur le recouvrement de créances.
Tâche suivante	Négociation et établissement du moratoire

		CYCLE	Date d'application
	ILM	PROCEDURE RECOUVREMENT	<i>Mise à jour</i> Juin 2014
	Société Nationale abitations à Loyer Modéré	Sous-procédure 2 Recouvrement amiable	Folio n° /
N°	Intervenants	Description détaillée d	des tâches
REC 03	Négociation et éta	blissement du moratoire	
		Après au moins une relance téléphonique, afi l'attente de son règlement et de l'envoi d'une	
	Assistant chef	reçoit le client 10 jours après, pour ne	égocier les termes de
	division	remboursement de la somme due ;	
	recouvrement	 établit le moratoire avec les nouvelle transmet le moratoire au DAJD pour transmission le même jour. 	-
	DAJD	 reçoit le moratoire; analyse et approuve le moratoire par transmet le moratoire signé au chef d lendemain soit 11 jours après. 	_
	Chef de division recouvrement	 reçoit le moratoire; fait signer le moratoire au client; transmet le moratoire signé au DAJD établit et transmet un état récapitulatiles clients au DFC par cahier de transDAJD. 	f des moratoires signés par
Tâche su	ivante	Reclassement des créances en créances doute	uses

		CYCLE	Date d'application
		RECOUVREMENT	
		PROCEDURE	Mise à jour
	Société Nationale	RECOUVREMENT	Juin 2014
des F	labitations à Loyer Modéré	Sous-procédure 2 Recouvrement amiable	Folio n° /
N°	Intervenants	Description détaillée d	les tâches
REC04	Reclassement des	s créances en créances douteuses	
		60 jours après la date d'échéance :	
	DFC	 reçoit l'état récapitulatif des créances 	séchues non réglées via la
	16	secrétaire du chef de division recouv	rement;
	4	procède à un contrôle de conformité	entre l'état récapitulatif et
	, (la balance ;	
		 transmet l'état récapitulatif des créan 	ces échues non réglées à
		l'assistant chef de division comptabil	ité auxiliaire client par
		cahier de transmission via sa secrétai	re.
		\(\frac{1}{2}\)	
	Assistant	reçoit l'état récapitulatif des créances	échues non réglées ;
	Chef de division	établit les écritures de reclassement d	les créances ordinaires en
	comptabilité	créances douteuses ;	
	auxiliaire client	transmet les écritures de reclassemen	t des créances ordinaires en
		créances douteuses au CDCA le lend	emain.
		reçoit les écritures de reclassement de	es créances ordinaires en
	Chef de division	créances douteuses ;	
	comptabilité	• vérifie les écritures de reclassement ;	
	auxiliaire client	vise les écritures respectant les critère	es de reclassement (2 mois
	(CDCAC)	au-delà de 100.000 ; 6 mois pour les 100.000) ;	montants inférieur à
		transmet les écritures de reclassement	nt des créances ordinaires
		en douteuses à l'assistant division rec	couvrement par cahier de
		transmission le lendemain de la récep	otion des écritures.

Mohamed Lamine TOURE

Assistant division recouvrement	 reçoit les écritures; vérifie que toutes les écritures ont été visées; fait une copie des écritures, de l'état récapitulatif et des pièces justificatives de versement; transmet la copie des écritures, de l'état récapitulatif et des pièces justificatives de versement au DFC via la secrétaire du CDCAC par cahier de transmission le lendemain.
Tâche suivante	Fin de la procédure

✓ Réception des règlements

		CYCLE	Date d'application
		RECOUVREMENT	
		PROCEDURE	Mise à jour
	Société Nationale	RECOUVREMENT	Juin 2014
des F	labitations à Loyer Modéré	Sous-procédure 3 Réception des règlements	Folio n° /
N°	Intervenants	Description détaillée d	des tâches
REC 01	Enregistrement de	u règlement	
	Assistant	reçoit le client avec les pièces justific	catives de règlement
	division	(quittances de caisse (annexe 6, P91), avis de crédit, etc.);	
	recouvrement	classe le dossier du client en cas de versement de la totalité de la	
		somme due ;	
		 procède au suivi du moratoire pour le 	es règlements à venir.
Tâche su	ıivante	Classement et archivage des documents justif	ficatifs

		CYCLE	Date d'application
		RECOUVREMENT	
		PROCEDURE	Mise à jour
	Société Nationale	RECOUVREMENT	Juin 2014
des H	abitations à Loyer Modéré	Sous-procédure 3	Folio n° /
	T -	Réception des règlements	
N°	Intervenants	Description détaillée d	des täches
REC 02	Classement et arc	hivage des documents justificatifs	
	Assistant	établit deux copies des pièces justific	
	division	de relance, quittance de caisse, état récapitulatif, extrait de	
	recouvrement	compte client et le moratoire);	
	'(archive les originaux du dossier au sein de la division	
		recouvrement;	
		transmet les deux copies du dossier au chef de division	
		comptabilité auxiliaire client (CDCAC) le lendemain.	
		7 0×	
	CDCAC	• reçoit les copies (2) ;	
		 vérifie l'exhaustivité des pièces justif 	ficatives;
		archive une copie au niveau du chron	10;
		transmet une copie du dossier au DFC	C pour information sur le
		règlement de créances douteuses par cahier de transmission vi	
		la secrétaire du DFC le lendemain.	
Tâche suivante		Fin de la procédure	

✓ Mise au contentieux

		CYCLE	Date d'application	
		RECOUVREMENT		
		PROCEDURE	Mise à jour	
	Société Nationale	RECOUVREMENT	Juin 2014	
des H	abitations à Loyer Modéré	Sous-procédure 4 Mise en contentieux	Folio n° /	
N°	Intervenants	Description détaillée d	les tâches	
REC 01	Transmission du	dossier au contentieux		
	4	L'émission des lettres de relance des créances	s de plus de 3 mois	
	10	s'accompagne de la transmission de la créanc	e au service contentieux.	
	Assistant	établit une liste des créances échues i	échues non réglées de plus de	
	division	3mois;		
	recouvrement	constitue un dossier client contentieu	x composé de : l'attestation	
		d'attribution, des quittances de verse	ment antérieures, de la	
		lettre de relance, de l'extrait de comp	te client, et du moratoire;	
		• transmet le dossier à l'assistant au co	ntentieux via le chef de	
		division recouvrement par cahier de t	ransmission 2 jours plus	
		tard.		
Tâche suivante		Procédure d'assignation à expulsion		

		CYCLE	Date d'application
		RECOUVREMENT	
		PROCEDURE	Mise à jour
	Société Nationale	RECOUVREMENT	Juin 2014
des l	labitations à Loyer Modèré	Sous-procédure 4 Mise en contentieux	Folio n° /
N°	Intervenants	Description détaillée	des tâches
REC 02	Procédure d'assig	gnation à expulsion	
	Assistant au	réceptionne les dossiers des clients c	lassés en contentieux par
	contentieux	l'assistant au recouvrement;	
	7	rédige deux lettres de correspondanc	-
		servir une assignation aux clients déf	aillants et une lettre
		d'assignation;	
		établit la liste des clients contentieux	
		transmet une lettre de correspondanc	
		classés en contentieux au chef de div et du recouvrement le lendemain.	ision des arraires juridiques
		et du recouvrement le rendemain.	
	Chef de division	 reçoit la lettre et la liste des clients cl 	assés en contentieux ·
	des affaires	 procède à un contrôle de conformité 	
	juridiques et du	 transmet la lettre et la liste au directe 	
	recouvrement	transmission 2 jours après la réception	_
	Directeur des	 reçoit la lettre de correspondance et l 	a liste des clients en
	AJD	contentieux;	
		 procède à un contrôle de conformité 	entre la lettre et la liste ;
		transmet la lettre et la liste au DG pa	r cahier de transmission via
		la secrétaire des AJD le lendemain.	

Directeur Général

- reçoit la lettre et la liste;
- procède à un contrôle de conformité entre la lettre et la liste ;
- signe la lettre;
- transmet la lettre et la liste au directeur des AJD.

Directeur des AJD

- reçoit la lettre et la liste;
- procède à un contrôle de conformité entre la lettre signée par le DG et la liste;
- transmet la lettre au service courrier pour expédition à l'huissier.

Assistant au contentieux

- établit la lettre d'enrôlement;
- établit deux copies du dossier du client (contrat, situation financière et deuxième lettre d'assignation);
- transmet une copie au DAJD et une autre à l'avocat de la société pour information via le visa du chef de division ;
- convoque le client pour une ultime négociation portant sur le versement du 1/3 ou des 2/3 de la somme due (selon l'appréciation du montant dû).

Si négociation fructueuse :

- établit un nouveau moratoire ;
- transmet le nouveau moratoire et la lettre d'assignation au chef de division recouvrement par cahier de transmission.

Chef de division recouvrement

- reçoit le nouveau moratoire et la lettre d'assignation ;
- vérifie l'exhaustivité des éléments du nouveau moratoire et
 l'exactitude des frais de justice imputés au client;
- vise le nouveau moratoire et la lettre d'assignation ;
- transmet le nouveau moratoire et la lettre d'assignation au DAJD par cahier de transmission via la secrétaire du DAJD, 2 jours après réception des documents.

Directeur des AJD	 reçoit le nouveau moratoire et la lettre d'assignation; vérifie l'exhaustivité des éléments du nouveau moratoire et l'exactitude des frais de justice imputés au client; signe le nouveau moratoire et la lettre d'assignation; transmet le nouveau moratoire et la lettre d'assignation à l'assistant au contentieux par cahier de transmission via sa secrétaire 2 jours plus tard.
Tâche suivante	Expulsion du client



Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré		CYCLE RECOUVREMENT PROCEDURE RECOUVREMENT	Mise à jour Juin 2014	
		Sous-procédure 4 Mise en contentieux	Folio n° /	
N°	Intervenants	Description détaillée des tâches		
REC 03	Expulsion du clier	ent		
	Chi	Si négociation infructueuse, soit 15 jours apre créance au service contentieux :	ès la transmission de la	
	Assistant au	reçoit le compte rendu de l'avocat pr	ésent à l'audience au	
	contentieux	tribunal suite à l'échec de la négocia	tion à l'amiable ;	
		récupère l'ordonnance d'expulsion a	u greffe ;	
		établit deux copies de l'ordonnance d	l'expulsion le lendemain de	
		la réception de l'ordonnance du grefi	ĉe;	
		 transmet à l'huissier la copie de l'ord cahier de transmission; 	lonnance d'expulsion par	
		 réceptionne le PV d'expulsion de l'h transmission; 	uissier par cahier de	
		établit une copie du PV d'expulsion :	;	
		transmet l'original de l'ordonnance d	l'expulsion, le PV	
		d'expulsion ainsi que les clés des log		
		recouvrement par cahier de transmiss réception;	sion le lendemani de la	
		 établit une copie du dossier (PV d'ex d'expulsion); 	pulsion, l'ordonnance	
		classe la copie dans un chrono pour a	archivage.	

	Chef de division	reçoit l'original de l'ordonnance d'expulsion, le PV d'expulsion
	recouvrement	ainsi que les clés des logements;
		• procède à un contrôle de conformité entre le PV d'expulsion et
		l'ordonnance d'expulsion le lendemain de la réception des clés
		du logement ;
		• transmet le PV d'expulsion au DAJD pour information ;
		transmet les documents relatifs à la parcelle ou au logement
		repris à la direction commerciale pour réattribution 5 jours après
		soit 25 jours après la décision de justice concernant l'expulsion.
		2010 20 jours apres la decision de justice concernant i expuision.
Tâche su	livanto	Fin de la procédure
rache su	iivaine	Thirde la procedure

6.3 Recommandations

L'étude menée sur l'élaboration du manuel de procédures du cycle recouvrement de créances, nous a permis de comprendre le déroulement de la procédure de recouvrement de créances (annexe 7, P92). Pour une amélioration continue des activités, nous ne pourrions pas terminer nos travaux sans adresser des recommandations aux dirigeants de la SN HLM ainsi qu'aux opérationnels du processus de recouvrement de créances. Ces recommandations formulées de la façon la plus objective possible, permettront à la SN HLM d'assurer une mise en œuvre efficiente et effective de l'application du manuel et de faire face à ses défis.

Pour ce faire:

- le chef des affaires juridiques et du recouvrement doit élaborer/faire élaborer les lettres de pré-relance et les envoyer aux clients, avant même les dates d'échéance ;
- le DFC doit faire établir et transmettre au DAJD, la liste des clients dont les créances arrivent à échéance à J-15 jours, pour que celui-ci supervise l'envoi des lettres de prérelance au plus tôt. En intervenant bien en amont du processus, on réduit ainsi les risques de non-paiement à bonne date ;
- la négociation et la signature du moratoire doit être l'affaire du chef des affaires juridiques et du recouvrement ou du DAJD selon une classification basée sur le service choisi par le client : les logements par le DAJD ; les grandes et petites parcelles par le chef du recouvrement ;
- la direction générale devra veiller à ce que les procédures soient constamment mises à jour. Ces mises à jour pourront être motivées par des modifications des procédures ou de changements de structures, dans le but d'améliorer les procédures existantes ;
- la direction générale devra fournir au service en charge de la caisse, un logiciel doté de séparateurs de milliers, capables de générer des quittances avec des montants parfaitement lisibles;
- l'auditeur interne devra effectuer des contrôles permanents et inopinés, pour s'assurer du respect des procédures édictées.

Conclusion du Chapitre 6

La conception du manuel de procédures pour la direction générale de la SN HLM répond à un réel besoin de réorganisation de l'entreprise. En tant que professionnel de l'audit, nos recommandations sont une manière de contribuer au développement de la société et de créer de la valeur ajoutée. La mise en œuvre de ces recommandations dépend de la volonté de la direction et aussi des acteurs principaux des différents services concernés, car le principal obstacle dans la conduite du changement est l'acteur lui-même. La conception du manuel a été faite de telle sorte que sa compréhension soit facile pour tous les utilisateurs. De plus, ce s à ju manuel devra être mis à jour pour garantir une amélioration continue.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

La deuxième partie de notre étude a été consacrée dans un premier temps à la présentation de la SN HLM à travers son historique, ses missions et son fonctionnement qui nous a permis de prendre connaissance des tâches menées dans le processus de recouvrement de créances. Le chapitre 5 qui faisait l'état des lieux des procédures existantes, nous a permis de déceler les dysfonctionnements liés à l'inexistence d'un manuel de procédures au sein de l'entreprise. Le constat de ces dysfonctionnements nous a permis de mettre en pratique notre modèle d'analyse et d'aboutir ainsi à la conception du manuel de procédures du cycle recouvrement de créances. Il appartiendra ainsi à l'ensemble du personnel concerné de se l'approprier et de l'appliquer afin que les objectifs de l'entreprise soient atteints.

Pour remédier aux dysfonctionnements notés, nous avons émis des propositions sous forme de recommandations dans le but d'améliorer le processus du recouvrement des créances de la SN HLM. En d'autres termes, les objectifs fixés par l'entreprise seront atteints si les procédures mises en place sont respectées, si les membres du personnel s'impliquent davantage dans la gestion de la société et surtout si les risques que nous avons identifiés sont sinon maîtrisés, du moins réduits à leur valeur minimale.

CONCLUSION GENERALE

Chicago

Selon les théoriciens du management, la mise en place de procédures efficaces doit être une préoccupation majeure, car elle est désormais nécessaire pour assurer la performance de l'entreprise. La négligence de cette diligence ou son accomplissement partiel pourrait constituer une entrave au développement.

L'élaboration du manuel de procédures est une nécessité pour la SN HLM, qui ne souhaite plus revoir le montant de ses créances clients atteindre de telles proportions. Ce manuel est une contribution à l'atteinte de cet objectif.

Le manuel de procédures est un outil de contrôle et d'organisation, qui permet d'assurer un bon déroulement des tâches et faciliter les travaux de contrôles des auditeurs. Sa mise en place requiert la totale implication de la direction, mais aussi de ses acteurs par une sensibilisation préalable.

Cette étude a permis de démontrer aux dirigeants l'importance de la formalisation des procédures dans la bonne marche de l'entreprise, et son utilité dans l'atteinte de son objectif de pérennité. Les dirigeants doivent veiller à la validation et à la diffusion du manuel, car c'est un outil qui est aussi utilisé par l'auditeur interne, le contrôleur de gestion et le commissaire aux comptes dans le cadre de leur mission.

En outre, cette étude a permis de constater les forces et les faiblesses du système existant. Ce qui nous a conduits à formuler des recommandations à l'endroit de la direction.

Enfin, l'élaboration des procédures n'est pas la panacée au problème de recouvrement de créances de la SN HLM. Ce manuel doit être actualisé en tenant compte de l'évolution de l'environnement interne et externe. Si l'entreprise arrive à faire respecter l'application de ce manuel de procédures, les résultats ne pourront que se faire ressentir : c'est dans ces conditions qu'il présente une utilité pour l'entreprise.

ANNEXES

Annexe 1 : Fiche de poste du chef des affaires juridiques et du recouvrement





N°

Présentation du poste

<u>Intitulé de poste</u> : Chef de Division des Affaires Juridiques et du Recouvrement (CDAJR)

Direction ou service : Direction des Affaires Juridiques et Domaniales (DAJD)

Classement dans l'Accord d'Etablissement : Cadre à Responsabilité limitée N2 P2 (CRL 2)

Localisation: Siège

0	Titulaire du Poste	
Nom:	Prénom :	Sexe:
Date et lieu de Naissance :		MLE:
Ancienneté dans le poste :		

Missions et Activités

Missions principales:

✓ Gérer les dossiers liés à l'activité juridique, à la gestion des contentieux et du recouvrement

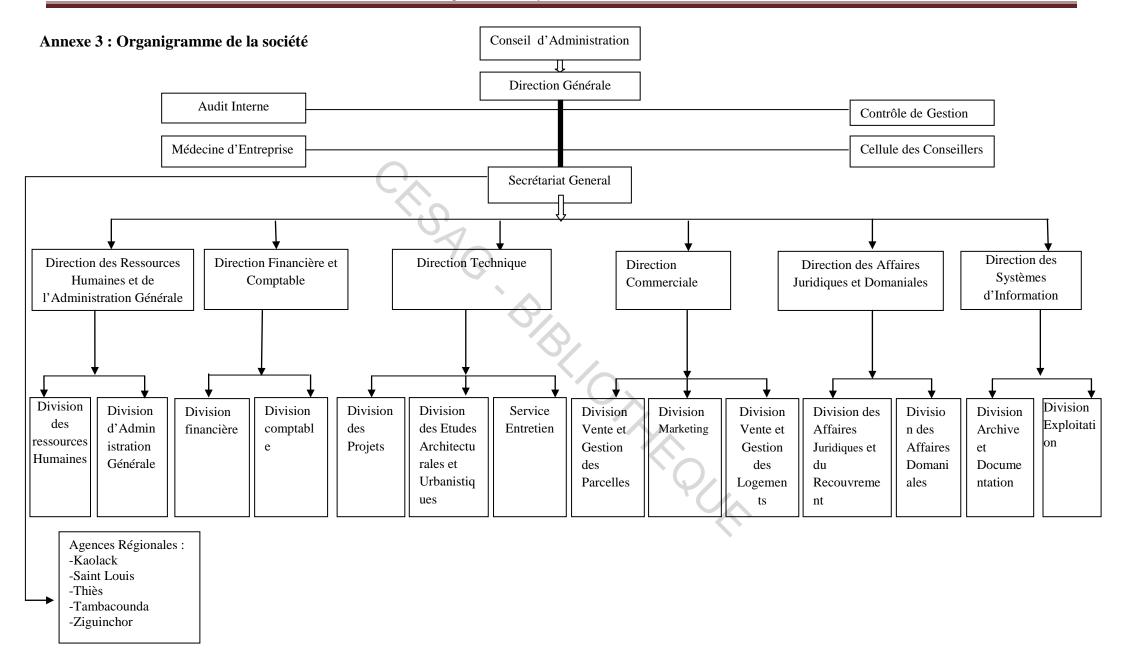
Activités et tâches du poste :

- ✓ Veiller au respect du principe de la légalité dans la société;
- ✓ Traiter l'information juridique, préparer les dossiers, assurer la rédaction des actes ;
- ✓ Gérer les relations et le contentieux avec les acteurs de l'environnement juridique de la société (prestataires, clients, fournisseurs, etc ...);
- ✓ Intervenir sur les problèmes et actions ayant des implications juridiques ;
- ✓ Anticiper sur toutes les pratiques de la société susceptibles de générer un contentieux :
- ✓ Respecter et faire respecter la légalité et la réglementation, en les adaptant aux besoins de la société et du client par l'étude et l'interprétation des textes juridiques;
- Rédiger ou faire rédiger des actes (authentiques ou sous seing privé);
- ✓ Contrôler et suivre les procédures de recouvrement ;

Annexe 2 : Guide d'entretien

Ce guide nous a été utile lors de nos entretiens avec les agents de la direction commerciale, de la direction juridique et de la direction financière et comptable.

- Décrire l'organisation de son entité.
- Décrire le premier processus identifié dans l'ordre séquentiel.
- S'assurer du respect de la séquence des tâches, de l'identification des acteurs, de la description détaillée des modes opératoires (comment ? quels supports et outils ?).
- Collecter les textes de base et de supports.
- Faire compléter la description par les agents qui interviennent dans le processus (par ordre séquentiel).
- Donner les contraintes associées au processus, aux tâches et aux postes occupés par les agents, aux Services au département ou à la direction.
- Proposer des solutions pour une plus grande efficacité au travail.
- Passer au processus suivant.



Mohamed Lamine TOURE MPACG 7^{ème} Promotion 2012-2014 Page 88

Annexe 4 : Situation financière



Date: 21/02/2012

Situation Financière

PRENOMS:			Apport:	
NOM:			F.F Enreg. :	
N° DOSSIER:			PO + Extr. Plan:	
N° PARCELLE :				
I) FACTURATION	C'/		Total épargne Versé	e:
PARCELLE	1.0		CREDIT C	ONSTRUCTION
Principal:				
Intérêts: Frais d'assurance:	•••••			
Frais d'assurance: Frais de Gestion:		A		
Frais d'enregistre.				
Autres				
TOTAL		_ 0	Lo	
Le chef de la CA/PA		<u>Le Di</u>	irecteur Commercial	
II) REGLEMENT ET SO	OLDE:			40
Montant versé par l' Suivant Situation du	acquéreur			
Montant restant dû		••••	••••	
Montant à rembours	er			
<u>Le chef de la CA/</u>	<u>PA</u>	Le chef de	e la Division Compta	abilité
		Le		
		Le Directeur F	inancier et Comptal	ble

Annexe 5 : Lettre de relance

	N°HLM/DAJD/DAJR
Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré	Dakar, le
DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DOMANIALES	
	LE DIRECTEUR DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DOMANIALES A M
C	~
N° Patrimoine	
N° Contrat :	
<u>Projet :</u>	
<u>OBJET</u> : Lettre de relance des arriérés loyer	s
М,	
L'examen de votre compte dans nos livres au omission, un solde débiteur deCFA.	fait apparaître, sauf erreur ou () francs
En conséquence, nous vous demandons de b délai de 15 jours à compter de la réception de	ien vouloir acquitter de cette somme dans un e la présente.
Passé ce délai, la Direction des Affaires Juridi de porter votre dossier au contentieux.	ques et Domaniales se verra dans l'obligation
Veuillez agréer, M, l'expres	ssion de notre considération distinguée.

ALY CISSE

Rue 34, Colobane – Dakar - Capital Social : 6 Milliards Francs CFA – Tel : 33 889.60.00 - FAX. 33.842.34.31

NINEA 0087660 – BP: 401 – DAKAR

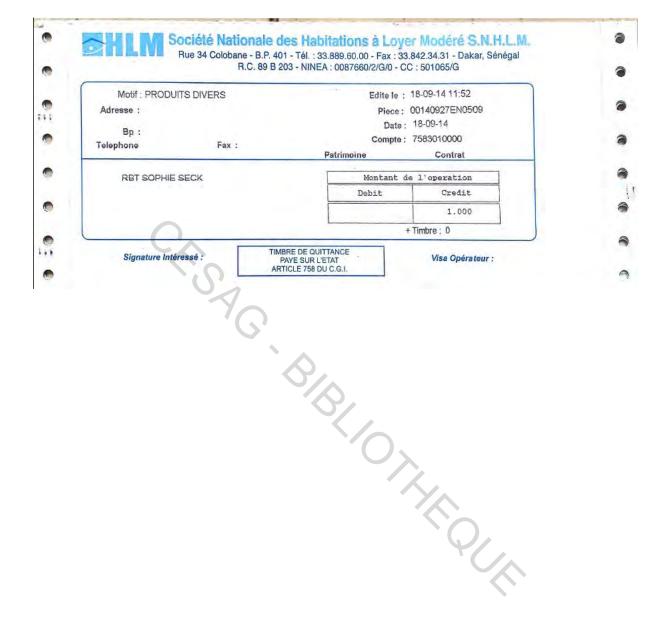
E-mail : snhlm@snhlm.sn

Personne à contacter :

Tel: 33 889 61 45

M

Annexe 6 : Quittance de versement



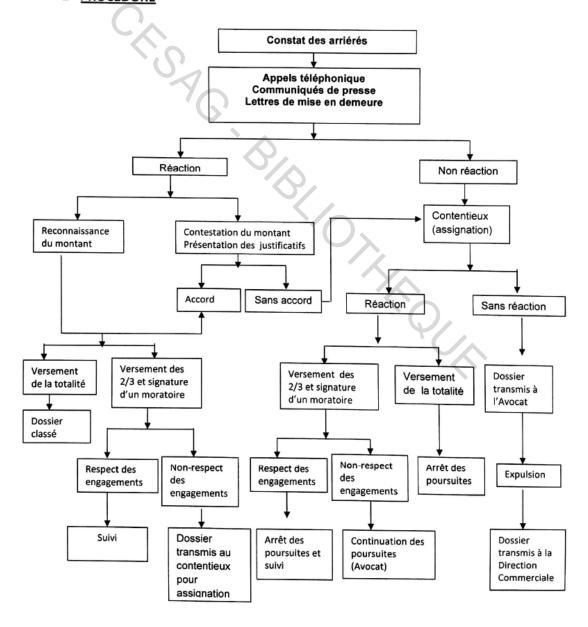
Annexe 7 : Diagnostic de la division recouvrement



DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DOMANIALES

DIAGNOSTIC DE LA DIVISION DU RECOUVREMENT

1 PROCEDURE



BIBLIOGRAPHIE

CHICAC

OUVRAGES

- 1. AGGREY, Albert (2003), Recueil des codes et lois de Côte d'Ivoire : Code Ohada, Droit des affaires, Acte uniforme portant sur Organisation des Procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, Juris-Editions, Abidjan.
- 2. **ASCHENBROICH, Yves & VOYENNE Didier** (1997), La nouvelle trésorerie d'entreprise, 2^{ème} édition, DUNOD, Paris, 564P.
- 3. **ASSI-ESSO**, **Anne-Marie & DIOUF**, **Ndiaw** (2002), *Recouvrement des créances*, Edition Bruylant, Bruxelles, 254P.
- 4. **BECOUR, Jean-Charles & BOUQUIN, Henri (2008),** Audit Opérationnel : Entrepreneuriat, Gouvernance et Performance, 3ème édition, Edition ECONOMICA, Paris, 243P.
- 5. **BERGER, Cédric & GUILLARD, Serge (2000),** La rédaction graphique des procédures : démarche et technique de description des processus, Saint-Denis La Plaine : AFNOR, Saint-Denis, 250P.
- 6. **BLOG DES METIERS (2013),** Chargé de recouvrement, régler les litiges et préserver la relation client, http://www.blogdesmetiers.com/index.php/poste/charge-de-recouvrement.
- 7. **COQUELET, Marie-Laure (2006),** Entreprises en difficulté : instrument de paiement et de crédit, 2ème édition, Dalloz, Paris, 455P.
- 8. **DARSA Jean David (2010),** La gestion du risque crédit client : identifier-comprendre-maîtriser, Edition Maxima, Paris, 4560P.
- 9. **DICKSTEIN, Marianne (2011),** Guide pratique du recouvrement de créances, 3^{ème} édition Anthemis, Paris, 375P.
- 10. FRECHER & al (2003), Les processus, 1ère édition AFNOR, Paris, 163P.
- 11. **HAMZOUI, Mohamed & PIGE, Benoît (2008),** Gestion des risques d'entreprise et contrôle interne, 2ème Edition Pearson, Paris, 237P.
- 12. **HAMZOUI, Mohamed (2008)**, Audit: Gestion des risques d'entreprise et contrôle interne: normes ISA200, 315, 330 et 500, 2ème édition, Pearson Education, Paris, 243P.
- 13. **HENRY, Alain & MONKAM-DAVERAT, Ignace (2001),** *Rédiger les procédures de l'entreprise : guide pratique,* 3^{ème} édition, Editions d'organisation, Paris, 185P.
- 14. **HERRARD, Jacques (2003),** *Manuel d'organisation appliqué*, Dunod, Paris, 262P.

- 15. **IFACI et PriceWaterhouseCoopers** (2005), Le management des risques de l'entreprise, 1^{ère} édition Editions d'Organisation, Paris, 327P.
- 16. **ISSA-SAYEGH, Joseph** (**1998**), Présentation du projet d'acte uniforme de l'OHADA portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, Juris-Editions, Abidjan, 224P.
- 17. **JIMENEZ, Christian, MERLIER, Patrick & CHELLY, Dan (2008)**, Risques opérationnels : de la mise en place du dispositif à son audit, Edition Revue Banque, Paris, 271P.
- 18. LABADIE, Axelle & ROUSSEAU Olivier (2001), Crédit management : gérer le risque clients, Paris : Economica, Paris, 238P.
- 19. Le Petit LAROUSSE illustré en couleurs, (2009), Larousse, Paris, 1883P.
- 20. **LEMANT, Olivier** (1995), La conduite d'une mission d'audit interne, 2^{ème} édition, Dunod, Paris, 279P.
- 21. **LEY, M (2001),** Les méthodes de recouvrement des coûts de création et de restructuration des lotissements économiques, Edition Pomoculture, Paris, 252P.
- 22. MARESCHAL, Gilbert (2003), La cartographie des risques, Editions AFNOR, Paris, 50P.
- 23. **MIKAEL, Ouaniche (2009),** La fraude dans l'entreprise : comment la prévenir, la détecter et la combattre, Editions d'organisation, Paris, 283P.
- 24. **NGUYEN, Hongthai (1999),** *Le contrôle interne : mettre hors risque l'entreprise,* Edition Harmattan, Paris, 325P.
- 25. **OHADA** (1998), Acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, Editions Comptables et Juridiques (ECJ), Dakar, 107P.
- 26. **ONNAINTY**, **Marcel** (2003), *Le recouvrement des créances au moindre coût*, Editions d'organisation, Paris, 151P.
- 27. **PriceWaterhouseCoopers** (2004), *Rédaction d'un manuel de procédures*, SYSCOHADA, p.71.
- 28. **PUTZ, Jean Luc (2003),** *Le recouvrement de créances*, Edition Pomoculture, Paris, 295P.
- 29. **RENARD, Jacques (2005),** *Théorie et pratique de l'audit interne,* 5ème édition, Edition d'organisation, Paris, 487P.

- 30. **RENARD, Jacques (2010),** Théorie et pratique de l'Audit Interne, 7ème édition, Edition d'organisation, Groupe Eyrolles, Paris, 469P.
- 31. SCHICK, Pierre, VERA, Jacques & BOURROUILH-PHAREGE, Olivier (2010), Audit interne et référentiels de risques: gouvernance, management des risques, contrôle interne, Edition Dunod, Paris, 339P.
- 32. **THOUROUDE, Jean Jacques (2002),** Pratique du contentieux administratif: prévention des litiges, action en justice, voies de recours, procédures d'urgence, exemples de lettres et modèles de recours, 2^{ème} Edition, Paris, 384P.
- 33. **VINCENT, Olivier (2009),** Gestion des débiteurs Ou l'art de se faire payer, Edipro, Paris, 223P.
- 34. **VINCKEL, François** (2008), Droit de l'exécution forcée : le droit d l'exécution, la préparation d l'exécution, les mesures d'exécution, les procédures de distribution, Gualino Editeur, Paris, 458P.
- 35. YZAS Baker Tilly (2010), OHADA: guide des procédures collectives, Paris: Droit Afrique.com, Paris, 228P.